

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 2044

[2008/202169]

**5 JUIN 2008. — Décret relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions  
et les mesures de réparation en matière d'environnement (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret a pour objet d'établir les dispositions relatives à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement.

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes*

**Art. 2.** Dans le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, est ajoutée une partie VIII qui se lit :

« Partie VIII. — Recherche, constatation, poursuite, répression  
et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

Art. D.138. La présente partie comporte les dispositions de surveillance, de contrainte et de sanctions nécessaires à l'application des lois et décrets suivants, ainsi que de leurs arrêtés d'exécution :

- la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;
- la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;
- la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;
- le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;
- le décret du 7 juillet 1988 des mines;
- le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- le Code de l'Environnement, en ce compris le présent Livre et le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Les titres V et VI de la présente partie sont applicables à la loi du 28 février 1882 sur la chasse et à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Art. D.139. On entend par :

1<sup>o</sup> "agent" : l'agent statutaire ou contractuel désigné :

- soit par le Gouvernement conformément à l'article D.140, § 1<sup>er</sup>;
- soit par un organisme d'intérêt public en matière d'environnement conformément à l'article D.140, § 2;
- soit par le conseil communal conformément à l'article D.140, § 3;

2<sup>o</sup> "avertissement" : l'injonction assortie d'un délai;

3<sup>o</sup> "Code de l'Eau" : le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

4<sup>o</sup> "fonctionnaire sanctionnateur" : le fonctionnaire désigné pour appliquer les amendes administratives; le fonctionnaire sanctionnateur régional est désigné par le Gouvernement; le fonctionnaire sanctionnateur communal est désigné par le conseil communal; le fonctionnaire sanctionnateur provincial est désigné par le conseil communal sur proposition du conseil provincial;

5<sup>o</sup> "infraction" : tout crime, délit et contravention définis par les lois et décrets visés à l'article D.138;

6<sup>o</sup> "Office" : l'Office wallon des déchets au sens du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

7<sup>o</sup> "plan d'intervention" : l'ensemble des mesures de sécurité permettant, à titre conservatoire, de maîtriser la menace ou les effets d'une pollution jusqu'à ce que les sources de danger ou de pollution en aient été retirées, en ce compris par une évaluation des risques sanitaires;

8<sup>o</sup> "SPAQuE" : la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

**TITRE II. — De la recherche et de la constatation des infractions**

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Agents chargés de missions de police judiciaire*

Art. D.140. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le Gouvernement désigne les agents chargés de contrôler le respect des lois et décrets visés à l'article D.138 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

Les compétences de police judiciaire ne peuvent être exercées que par des agents ayant prêté serment. Les agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

En cas de changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

L'administration régionale de l'environnement dispose d'un service de garde et d'intervention urgente qui fonctionne 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

§ 2. Le Gouvernement peut prévoir qu'un organisme d'intérêt public en matière d'environnement désigne, dans le cadre de son objet social, des agents pour contrôler le respect des dispositions pertinentes des lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

Ces agents doivent remplir les conditions suivantes :

1° n'avoir subi aucune condamnation pénale;

2° disposer au moins :

— soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

— soit d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur et d'une expérience utile pour l'exercice de la fonction de cinq ans au service d'une commune ou d'une intercommunale;

3° remplir les conditions relatives à la formation arrêtées par le Gouvernement wallon.

§ 3. Sans préjudice des compétences dévolues au bourgmestre et à la police locale, le conseil communal peut désigner des agents communaux, intercommunaux et d'associations de projet dans le cadre de missions à caractère régional conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et qui seront chargés de contrôler le respect des lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci et de constater les infractions. Ces agents doivent remplir les conditions prévues au § 2, alinéa 2.

Un agent communal peut être chargé du contrôle du respect des lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, et de la constatation des infractions sur le territoire des communes qui font partie de la même zone de police, pour autant qu'une convention ait été conclue à cette fin entre les communes concernées.

§ 4. Le Gouvernement peut octroyer une subvention lorsqu'une commune, une intercommunale ou une association de projet en fait la demande pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un agent, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Art. D.141. Les agents constatent les infractions par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Ce procès-verbal est transmis par lettre recommandée à la poste au contrevenant, et ce, dans les quinze jours de la constatation de l'infraction ou de l'expiration du délai visé à l'article D.148, § 1<sup>er</sup>. Ce procès-verbal et une preuve d'envoi de ladite lettre recommandée au contrevenant sont transmis au procureur du Roi dans le même délai.

Dans les rapports et les procès-verbaux dressés, l'agent peut, s'il l'estime opportun, suggérer au procureur du Roi de faire application des articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle. Le cas échéant, il précise le montant des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

Art. D.142. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le contrôle du respect des lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, et la constatation des infractions sont assurés concurremment par les agents visés à l'article D.140.

Art. D.143. Les agents peuvent requérir la force publique dans l'exercice de leur mission.

#### CHAPITRE II. — *Les moyens d'investigation*

Art. D.144. Le Gouvernement peut arrêter des dispositions relatives aux modalités de l'inspection pour toutes ou certaines catégories d'installations et activités visées par les législations reprises à l'article D.138.

Art. D.145. Dans l'exercice de leurs missions et sans préjudice de leurs tâches d'inspection établies par ailleurs, les agents peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ces agents peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction.

Art. D.146. Les agents peuvent, dans l'accomplissement de leur mission :

1° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions visées à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, sont respectées et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

c. contrôler l'identité de tout contrevenant;

2° prélever des échantillons selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

3° faire procéder à des analyses selon les règles déterminées conformément à l'article D.147. En cas de prélèvement en vue d'analyse, le contrevenant est immédiatement informé de la possibilité d'effectuer, à ses frais, une contre-analyse. S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal conformément à l'article D.141;

4° arrêter les véhicules utilisés pour le transport, contrôler leur chargement;

5° prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a. interdire de déplacer des objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b. arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

6° en présence de l'intéressé ou celui-ci dûment appelé, tester ou faire tester par les personnes, les laboratoires ou organismes publics et privés agréés les appareils et dispositifs susceptibles d'être en contravention avec les dispositions citées à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>;

7° se faire accompagner d'experts techniques;

8° procéder à des mesures de police administrative permettant de retirer de la circulation des objets pouvant être source d'une atteinte à l'environnement;

9° sans préjudice de l'article D.145, suivre les objets jusque dans les lieux où ils auront été transportés, et les placer sous séquestre.

Art. D.147. Le Gouvernement arrête les règles d'agrément des laboratoires chargés des analyses officielles.

Il peut fixer des modèles de protocole d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires, ainsi que les règles de financement du coût des analyses et des prélèvements.

Si les conditions générales, sectorielles, particulières ou intégrales prescrivent des règles en ce qui concerne les méthodes d'analyse et d'échantillonnage ou si le Gouvernement en a imposé indépendamment, les prélèvements d'échantillons, les analyses et contre-analyses doivent être conformes à ces règles.

#### CHAPITRE III. — *Les mesures de contrainte*

Art. D.148. § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction, les agents visés à l'article D.140 peuvent adresser un avertissement à l'auteur présumé de l'infraction ou au propriétaire du bien où elle a été commise ou d'où provient le fait constitutif de l'infraction et fixer un délai de régularisation.

Lorsqu'il est donné verbalement, l'avertissement est confirmé par écrit dans les quinze jours par l'agent auteur de l'avertissement.

§ 2. Les agents visés à l'article D.140 se tiennent mutuellement informés sans délai des avertissements dont ils sont auteurs et établissent un rapport à l'issue du délai de régularisation.

Art. D.149. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction aux décrets et lois visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, sans préjudice des actions prévues dans lesdits décrets et lois, le bourgmestre, sur rapport de l'agent, peut :

1° ordonner la cessation totale ou partielle d'une exploitation ou d'une activité;

2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'installation;

3° imposer au responsable de l'installation, exploitation ou activité précitée un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état ou de réhabilitation dans un délai déterminé et, le cas échéant, la fourniture au bénéfice de la Région, d'une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, afin de garantir la remise en état;

4° prendre toute autre mesure utile pour faire cesser un danger pour l'environnement, en ce compris la santé humaine.

§ 2. En cas d'inaction du bourgmestre durant quinze jours à dater de l'envoi du rapport prévu au § 1<sup>er</sup> ou lorsque l'imminence d'un danger est telle que le moindre retard provoque un risque pour l'environnement, en ce compris la santé humaine, les agents visés à l'article D.140, § 1<sup>er</sup>, disposent des mêmes prérogatives que celui-ci.

§ 3. Les mesures prises conformément au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont levées de plein droit dès que l'autorisation administrative nécessaire à l'exploitation ou à l'activité est accordée ou dès que la déclaration ou l'enregistrement nécessaire à l'exploitation ou à l'activité a été reconnu recevable par l'autorité compétente.

§ 4. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan de remise en état ou de réhabilitation dans le délai fixé ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou, à défaut, le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état aux frais du contrevenant.

§ 5. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la « SPAQuE » l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge du contrevenant. En outre, le Gouvernement ou son délégué peut imposer à ce dernier qu'il fournisse une sûreté conformément à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement ou son délégué avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

Art. D.150. Un recours est ouvert auprès du Gouvernement aux destinataires de toute décision adoptée conformément à l'article D.149, § 1<sup>er</sup>, ou D.149, § 2.

A peine de forclusion, le recours est introduit par requête auprès du Gouvernement dans les trente jours de la notification de cette décision.

Le Gouvernement notifie sa décision dans les quinze jours de la date d'envoi de la requête.

En l'absence de décision dans le délai prescrit à l'alinéa précédent, la décision ayant fait l'objet du recours est censée être confirmée.

#### TITRE III. — *Dispositions pénales*

Art. D.151. § 1<sup>er</sup>. Les infractions aux lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, sont réparties en quatre catégories.

Les infractions de première catégorie sont punies d'une réclusion à temps de dix ans à quinze ans et d'une amende d'au moins 100.000 euros et au maximum de 10.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions de deuxième catégorie sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende d'au moins 100 euros et au maximum de 1.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions de troisième catégorie sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une amende d'au moins 100 euros et au maximum 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions de quatrième catégorie sont punies d'une amende d'au moins 1 euro et au maximum 1.000 euros.

§ 2. Les infractions aux lois et décrets visés à l'article D.138 font l'objet de poursuites pénales, sauf si le ministère public envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle. Alternativement, les infractions de deuxième, troisième et quatrième catégories peuvent faire l'objet soit d'une transaction, soit d'une amende administrative.

Art. D.152. Les peines peuvent être portées au double du maximum si une nouvelle infraction est commise dans un délai de trois ans à dater d'une condamnation antérieure pour une infraction à la même loi ou au même décret, parmi ceux visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, prononcée par une décision passée en force de chose jugée. En outre, la peine d'amende minimale ne peut être, dans ce cas, inférieure au triple du minimum.

Art. D.153. Les infractions de première catégorie requièrent les éléments constitutifs suivants :

1° un élément matériel qui aurait été constitutif d'une infraction de deuxième catégorie;

2° un élément moral par lequel l'infraction a été commise sciemment et avec intention de nuire;

3° un élément matériel qui consiste dans la circonstance que la santé humaine a été ou est susceptible d'être mise en danger.

Art. D.154. En vertu des législations visées à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, commet une infraction de deuxième catégorie :

1° celui qui s'oppose ou enfreint les mesures de contrainte prévues à l'article D.149, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ou ne respecte pas les mesures prévues à l'article D.149, § 1<sup>er</sup>, 3°;

2° celui qui s'oppose ou entrave les missions des agents;

3° celui qui s'oppose ou entrave les mesures de restitution prononcées par le juge en vertu des articles D.156 à D.158.

Art. D.155. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'exploitant est une personne morale qui a fait l'objet d'une liquidation, d'un concordat ou d'une faillite et qui était contrôlée par une ou plusieurs autres personnes morales au sens des articles 5 et suivants du Code des sociétés ou qui constituent un consortium au sens de l'article 10 du Code des sociétés, la société mère ou les sociétés constituant le consortium sont tenues de répondre en lieu et place de l'exploitant défaillant des amendes pénales, des amendes administratives, des mesures de transaction, des mesures de contrainte visées aux articles D.148 à D.150 ou des mesures de restitution visées aux articles D.156 à D.158.

§ 2. Le juge peut ordonner que le jugement portant condamnation soit publié aux frais du condamné suivant les modalités qu'il détermine.

§ 3. Si, dans les dix ans qui suivent une condamnation exécutoire pour une infraction commise dans l'exercice de sa profession, le condamné commet à nouveau une infraction dans le même contexte, le juge peut lui interdire d'exercer personnellement ou par interposition de personne une activité professionnelle déterminée.

L'interdiction d'exercer l'activité professionnelle peut être imposée pour une période d'un à cinq ans.

#### TITRE IV. — Mesures de restitution qui peuvent être prononcées par le juge

Art. D.156. Le juge peut condamner celui qui a commis l'infraction à verser à la commune ou au Fonds pour la Protection de l'Environnement institué par l'article D.170, section incivilités environnementales, une somme d'argent équivalente aux frais exposés par la commune ou la Région pour prévenir, réduire, mettre un terme ou remédier au risque de dommage ou au préjudice causé à l'environnement, en ce compris la santé humaine, par l'infraction. Cette disposition ne fait pas obstacle à la possibilité pour chaque autorité publique concernée de réclamer en justice, y compris par le biais d'une amende civile, l'indemnisation de son dommage.

Art. D.157. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles D.158 et D.163, à la demande du Gouvernement wallon ou de l'administration régionale de l'environnement ou du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, le juge peut ordonner, dans le délai qu'il détermine, soit l'exécution de travaux d'aménagement, soit la remise des lieux dans leur pristin état ou dans un état tel qu'il ne présente plus aucun danger ni ne constitue plus aucune nuisance pour l'environnement ou la santé humaine.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou les travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le Gouvernement ou, sur délégation, l'administration régionale de l'environnement ou le bourgmestre pourra pourvoir d'office à son exécution.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par l'autorité qui aura procédé à l'exécution.

§ 2. Le juge peut condamner le contrevenant :

1° à fournir, à ses frais, une étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées;

2° à exécuter des mesures de nature à protéger la population ou l'environnement des nuisances causées. Il peut également ordonner l'accomplissement de travaux destinés à réduire ou supprimer les nuisances ou à empêcher l'accès aux lieux;

3° à cesser toute exploitation, pendant la durée qu'il détermine, à l'endroit où l'infraction a été commise.

§ 3. Le juge peut ordonner que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours qui suivent le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté ou un bénéfice du Gouvernement suivant les modalités de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

§ 4. En cas d'inexécution des obligations prescrites par le juge, l'Office, le Gouvernement ou, sur délégation, l'administration régionale de l'environnement, ainsi que le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, peut en assurer l'exécution et en récupérer les frais comme indiqué au § 1<sup>er</sup>.

§ 5. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie à l'agent ayant constaté l'infraction et, s'il échet, au collège communal, copie des requêtes ou des citations à comparaître relatives à des infractions visées au § 1<sup>er</sup> et au § 4 devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel.

§ 6. Les jugements et arrêts où il est fait application du présent article sont notifiés à l'administration régionale de l'environnement et, s'il échet, au collège communal, par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné.

Art. D.158. Par dérogation à l'article D.157, en cas d'infraction à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le juge peut ordonner :

a. l'enlèvement, dans le délai qu'il fixe, des plantations qui ont été effectuées et des résineux qui sont maintenus en infraction à l'article 56 après le délai prévu par l'article 57 de la loi précitée;

b. la remise des lieux en état, dans les délais qu'il fixe, pour les fossés de drainage creusés en infraction à l'article 58 de la même loi;

c. la remise des lieux en état, dans les délais qu'il fixe, pour les atteintes aux réserves naturelles commises en violation de l'article 11 de la même loi;

d. la remise des lieux en état, dans les délais qu'il fixe, pour les atteintes à l'environnement résultant d'une infraction à l'article 58bis ou à l'article 58ter de la même loi.

Le juge peut ordonner qu'en cas d'inexécution, les services de l'administration compétente désignée par le Gouvernement y pourvoient, aux frais du condamné.

#### TITRE V. — Extinction éventuelle de l'action publique moyennant une transaction

Art. D.159. § 1<sup>er</sup>. Une transaction peut être proposée :

1° si le fait n'a pas causé de dommage immédiat à autrui;

2° moyennant l'accord du contrevenant.

Lors de la constatation d'une des infractions énumérées au § 2 du présent article, il peut être perçu une somme, soit immédiatement, soit dans un délai de cinq jours ouvrables.

Lorsque c'est possible, l'agent impose au contrevenant de remettre les lieux dans leur pristin état ou dans un état tel qu'il ne présente plus aucun danger ni ne constitue plus aucune nuisance pour l'environnement ou la santé humaine.

Le cas échéant, il précise le montant des frais d'analyse ou d'expertise exposés. Le Gouvernement détermine le montant de cette somme, qui ne peut être supérieur au maximum de l'amende prévue à l'article D.151, § 1<sup>er</sup>, pour cette infraction, non majorée des décimes additionnels, ainsi que les modalités de perception.

Les agents sont chargés de l'application du présent article et des mesures prises pour son exécution, de même que les fonctionnaires, gardes et agents visés à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse pour les infractions à cette loi, ainsi que les agents et gardes forestiers en ce qui concerne les infractions à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale.

§ 2. Les infractions visées au présent article sont :

1° l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier;

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau;

3° le défaut de permis d'environnement ou de déclaration ou le non-respect des conditions d'exploitation conformément au décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement;

4° les infractions de troisième et quatrième catégories aux législations visées à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>;

5° les infractions à la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

6° les infractions à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale.

§ 3. Le paiement éteint l'action publique, sauf si le ministère public notifie à l'intéressé, dans les trente jours à compter du jour du paiement, qu'il entend exercer cette action. La notification a lieu par pli recommandé à la poste. Elle est réputée faite le plus prochain jour ouvrable suivant celui du dépôt fait à la poste.

§ 4. Le contrevenant qui n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique paie immédiatement la somme proposée. En cas de contestation, il consigne entre les mains des agents une somme destinée à couvrir l'amende et les frais de justice éventuels. Le montant de cette somme à consigner et les modalités de sa perception sont fixés par le Gouvernement.

§ 5. Si l'exercice de l'action publique entraîne la condamnation de l'intéressé, la somme perçue ou consignée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée. L'éventuel excédent est restitué.

En cas d'acquiescement, la somme perçue ou consignée en vertu du § 4 du présent article est restituée.

La somme consignée en vertu du § 4 du présent article est restituée lorsque le ministère public décide de ne pas poursuivre ou lorsque l'action publique est éteinte ou prescrite.

§ 6. En cas de récidive dans l'année à compter de la date de la première infraction, le montant de la somme est doublé.

§ 7. Les mesures prises en vertu du présent article sont consignées dans un registre, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

§ 8. La somme perçue est versée au Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales, institué par l'article D.170 ou à la commune, selon que l'infraction a été constatée par un agent visé à l'article D.140, §§ 1<sup>er</sup>, 2 ou 3.

#### TITRE VI. — Amendes administratives

Art. D.160. § 1<sup>er</sup>. Les infractions constatées sont poursuivies par voie d'amende administrative, sauf si :

— le ministère public juge qu'il y a lieu à poursuites pénales ou envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle;

— une transaction a été conclue conformément à l'article D.159.

Les poursuites pénales et la transaction excluent l'application d'une amende administrative.

§ 2. Le montant de l'amende administrative encourue est :

1° de 50 euros à 100.000 euros pour une infraction de deuxième catégorie;

2° de 50 euros à 10.000 euros pour une infraction de troisième catégorie;

3° de 1 euro à 1.000 euros pour une infraction de quatrième catégorie.

Art. D.161. Si l'infraction a été constatée par le bourgmestre, par un agent désigné en vertu de l'article D.140, § 3, ou par un agent de la police locale ayant qualité d'officier de police judiciaire, et qu'elle est prescrite dans le règlement communal conformément à l'article D.167, l'amende est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur communal désigné en vertu de l'article D.168.

Dans les autres cas, l'amende est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur régional.

Art. D.162. L'agent qui a constaté l'infraction envoie, dans les quinze jours de la constatation de l'infraction, l'original du procès-verbal de cette infraction au procureur du Roi territorialement compétent.

Le procès-verbal mentionne la date à laquelle celui-ci a été envoyé ou remis au procureur du Roi et, dans le cas d'infraction constatée par le bourgmestre, par un agent désigné en vertu de l'article D.140, § 3, ou par un agent de la police locale ayant qualité d'officier de police judiciaire, le procès-verbal mentionne, le cas échéant, la disposition du règlement communal servant de base à l'incrimination.

Dans le même délai, l'agent qui a constaté l'infraction transmet copie de ce procès-verbal :

1° au fonctionnaire sanctionnateur chargé d'infliger l'amende administrative;

2° au fonctionnaire sanctionnateur qui, en raison de la personne ayant constaté l'infraction, n'est pas compétent pour ce faire conformément à l'article D.161.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de trente jours pour les infractions de quatrième catégorie, de soixante jours pour les infractions de troisième catégorie et de nonante jours pour les infractions de deuxième catégorie, à compter de la réception du procès-verbal, pour informer l'administration régionale de l'environnement ou, le cas échéant, le fonctionnaire sanctionnateur communal qu'une information ou une instruction a été ouverte ou que des poursuites ont été entamées, ou qu'il estime devoir classer le dossier à défaut de charges suffisantes.

Aucune amende administrative ne peut, en principe, être infligée avant l'échéance de ce délai, sauf si le procureur du Roi a fait savoir qu'il ne réserverait pas de suite aux faits.

Passé ce délai de trente, soixante ou nonante jours, les faits spécifiés dans le procès-verbal ne pourront être sanctionnés que de manière administrative.

Art. D.163. Dans le cas où le procureur du Roi renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire sanctionnateur décide s'il y a lieu d'entamer la procédure administrative.

Il communique au contrevenant, par lettre recommandée à la poste :

1° les faits à propos desquels la procédure a été entamée;

2° que le contrevenant a la possibilité d'exposer par écrit, par lettre recommandée à la poste ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement, conférant une date certaine à l'envoi, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de la lettre recommandée, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire la présentation orale de sa défense;

3° que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;

4° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;

5° une copie en annexe du procès-verbal visé à l'article D.141;

6° un extrait de la législation transgressée ainsi que, le cas échéant, un extrait du règlement communal transgressé.

Le fonctionnaire détermine, le cas échéant, le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense. Si le fonctionnaire estime qu'une amende n'excédant pas les 62,50 euros doit être imposée, le contrevenant n'a pas le droit de demander la présentation orale de sa défense.

A l'échéance du délai visé à l'alinéa 2, 2°, ou avant l'échéance de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire peut imposer l'amende administrative prévue par le présent décret, ainsi que, le cas échéant, le règlement communal.

La décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée et doit être portée à la connaissance du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.162, alinéa 3, 2°, et de la commune concernée dans un délai de cent quatre-vingts jours. Ce délai prend cours à compter du jour de la réception de la copie du procès-verbal. Cette décision mentionne les possibilités de recours.

Aucune amende administrative ne peut être infligée plus de cent quatre-vingts jours après le procès-verbal de constat de l'infraction.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut transmettre une copie du procès-verbal constatant l'infraction ainsi qu'une copie de sa décision à toute partie y ayant un intérêt et qui lui a adressé au préalable une demande écrite et motivée.

Art. D.164. Le contrevenant, l'administration régionale de l'environnement à l'encontre de la décision du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.168 ou la commune soit à l'encontre de la décision du fonctionnaire sanctionnateur régional, soit à l'encontre de la décision du fonctionnaire provincial visé à l'article D.168, alinéa 3, et qui vise des infractions qui ont fait l'objet d'un règlement communal visé à l'article D.167, peuvent introduire un recours dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, prenant cours à compter de la notification de la décision visée à l'article D.163, alinéa 5, ou de l'écoulement du délai de l'article D.163, alinéa 6, en cas d'absence de décision. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal de police en cas d'infractions de troisième ou quatrième catégorie.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal correctionnel en cas d'infractions de deuxième catégorie.

La requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée, les motifs de contestation de cette décision.

Les décisions du tribunal de police et du tribunal correctionnel ne sont pas susceptibles d'appel. Les fonctionnaires chargés d'infliger une amende administrative peuvent accorder aux auteurs de l'infraction des mesures de sursis à exécution. Ils peuvent réduire la peine au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes. Le Code d'instruction criminelle est applicable aux procédures et décisions du présent article.

Art. D.165. La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours à partir du jour de sa notification, sauf en cas de recours en vertu de l'article D.164.

L'amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur communal est payée au profit de la commune, dans le délai de trente jours qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire, par versement sur un compte de l'administration communale, au moyen d'un bulletin de versement ou de virement. Le paiement peut également s'effectuer entre les mains du receveur communal.

L'amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur régional est versée au Fonds pour la protection de l'environnement, section "incivilités environnementales", dans le délai de trente jours qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire.

Art. D.166. En cas de récidive dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant maximal de l'amende administrative encourue est doublé.

Art. D.167. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal est habilité à incriminer, en tout ou en partie, par voie de règlement communal, des faits constitutifs des infractions suivantes :

1° l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier;

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau;

3° les infractions de troisième et quatrième catégories aux lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les infractions visées dans le règlement communal sont passibles d'une amende administrative dont le montant, apprécié par le fonctionnaire sanctionnateur communal, est fixé conformément à l'article D.160, § 2.

Art. D.168. Lorsqu'il incrimine dans ses règlements des faits constitutifs d'infractions, le conseil communal désigne en qualité de fonctionnaire sanctionnateur communal, le secrétaire communal ou un fonctionnaire d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis.

Ce fonctionnaire ne peut être ni un agent, ni le receveur communal.

Le conseil communal peut désigner comme fonctionnaire sanctionnateur un fonctionnaire provincial proposé par le conseil provincial. Ce fonctionnaire dispose d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis.

La province reçoit de la commune concernée une indemnité pour les prestations du fonctionnaire provincial agissant en qualité de fonctionnaire chargé d'infliger les amendes administratives. Un accord préalable concernant le montant de cette indemnité et la manière de payer doit être conclu entre le conseil communal et le conseil provincial.

Art. D.169. Le régime d'amendes administratives prévu par le présent chapitre n'est pas applicable aux mineurs d'âge mais aux titulaires de l'autorité parentale.

#### TITRE VII. — *Fonds pour la Protection de l'Environnement*

Art. D.170. § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région un Fonds pour la Protection de l'Environnement, composé de deux sections : la section "incivilités environnementales" et la section "protection des eaux" visée à l'article D.324 du Code de l'Eau.

§ 2. Les recettes du Fonds pour la Protection de l'Environnement, section incivilités environnementales, sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

- 1° les mesures de compensation ou de réhabilitation;
- 2° les actions en matière d'environnement-santé;
- 3° la promotion de la prévention par le contrôle et l'autocontrôle du respect des lois et décrets visés à l'article D.138;
- 4° les projets d'éducation et de sensibilisation à l'environnement.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités d'alimentation et de gestion de ce fonds.

Sont intégralement versés dans ce fonds :

- 1° les sommes d'argent visées aux articles D.156 et D.159;
- 2° le produit des amendes infligées par les fonctionnaires sanctionneurs régionaux et perçues en vertu de l'article D.165, alinéa 3;
- 3° les dons et les legs;
- 4° les sommes d'argent recouvertes par l'autorité compétente conformément à l'article D.123 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

#### TITRE VIII. — *Coordination de la politique criminelle environnementale*

Art. D.171. Pour assurer la mise en œuvre coordonnée de la politique criminelle environnementale, l'administration régionale de l'environnement se réunit, au moins une fois l'an, avec :

- les représentants des cours et tribunaux ainsi que les parquets des différents ressorts des Cours d'appel et arrondissements judiciaires;
- les représentants des pouvoirs locaux;
- la police fédérale. »

#### Section II. — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 3.** L'article 10 de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 10. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

- 1° celui qui détient un bien qui est à l'origine d'une forme de pollution interdite par le Gouvernement;
- 2° celui qui ne respecte pas les mesures contenues dans le plan d'action arrêté pour la qualité de l'air ambiant;
- 3° celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire structurellement la pollution atmosphérique, notamment les dispositions visant à restreindre et, dans certains cas, interdire certaines formes de pollution, ou réglementant ou interdisant l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution;
- 4° celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire la pollution atmosphérique en cas de pic de pollution dû à un dépassement des normes relatives de qualité de l'air ambiant. »

**Art. 4.** L'article 17 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et l'article 12 de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables sont remplacés par un nouvel article 17 de la loi du 28 décembre 1967 rédigé comme suit :

« Art. 17. Commettent une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les riverains, les usagers et les propriétaires d'ouvrages d'art sur les cours d'eau qui entravent le dépôt sur leurs terres ou leurs propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

Commettent une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° les usagers ou propriétaires d'ouvrages établis sur les cours d'eau non navigables qui ne veillent pas à ce que ces ouvrages fonctionnent en conformité aux instructions qui leur sont données par l'autorité compétente et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par les clous de jauge placés conformément aux instructions de l'autorité compétente, et qui, en cas d'urgence, n'obéissent pas aux injonctions du personnel communal ou d'un fonctionnaire visé à l'article 22 de la présente loi;

2° les maîtres d'ouvrage qui, dans les dix jours suivant la fin des travaux qui ont été autorisés comme prévu à l'article 14 de la loi précitée ou dont l'exécution a été prescrite par l'autorité compétente, n'avisent pas par lettre recommandée à la poste ou toute autre modalité conférant date certaine;

3° celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture et prescrivant que la partie de la clôture située en bordure du cours d'eau doit se trouver à une distance de 0,75 mètre à 1 mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres et ne peut avoir une hauteur supérieure à 1,5 mètre au-dessus du sol, sans créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation des cours d'eau, sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure;

4° celui qui dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau, obstrue les cours d'eau ou y introduit des objets ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux, laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué de l'autorité compétente ou du collège communal, laisse substituer les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus;

5° celui qui néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau :

— en ne plaçant pas à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants;

— en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées;

— en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables;

6° celui qui ne respecte pas les dispositions des articles 12 ou 14 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ou qui exécute des travaux qui ne sont pas conformes à une autorisation accordée en vertu de ces articles;

7° celui qui omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en application de l'article 9. »

**Art. 5.** L'article 63 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 63. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui viole les dispositions des articles 2, § 2, 2bis, 2ter, 2quater, 2quinquies, 3, § 2, 3bis, 4, § 2, 5bis, §§ 2 et 3, 5ter, § 1<sup>er</sup>, et aux articles 11, 13, 24, 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6°, 28, 38 de la présente loi ou des arrêtés pris en application de ces articles.

Commet une infraction de quatrième catégorie celui qui viole les articles de la présente loi non visés au premier alinéa ou les arrêtés d'exécution non visés au premier alinéa. »

**Art. 6.** L'article 11 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 11. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° celui qui crée directement ou indirectement ou laisse perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement;

2° celui qui enfreint les dispositions d'arrêtés pris en exécution de la présente loi. »

**Art. 7.** L'article 8 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 8. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles 4, § 1<sup>er</sup>, et 5 du présent décret ainsi qu'aux arrêtés d'exécution des dispositions précitées. »

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'article 61 du décret du 7 juillet 1988 des mines est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 61. Commettent une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement les concessionnaires ou préposés qui auront contrevenu au prescrit des articles 54 et 55. »

§ 2. L'article 63 du même décret est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 63. Commet une infraction de deuxième catégorie, conformément à la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, celui qui viole toute disposition du présent décret, de ses arrêtés d'exécution, de ses règlements, de ses consignes établies en application de ceux-ci ou des clauses et conditions légalement insérées dans les permis de recherche, les actes de concession et les cahiers de charges, sans préjudice de l'article 61 du présent décret. »

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'article 28 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est complété comme suit :

« 5° l'engagement et le maintien d'un agent pour la prévention, la recherche et le constat des infractions en matière de déchets. »

§ 2. L'article 51 du même décret est abrogé et remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 51. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 6, 7, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 5, 8, 10, 14, 19, § 3, et 23 du présent décret ou aux mesures prises pour leur exécution. »

L'article 52 du même décret est abrogé et remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 52. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux obligations ou interdictions visées à l'article 8bis. »

§ 3. L'article 53 du même décret est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 53. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui dissimule la nature d'un déchet. »

§ 4. L'article 55 du même décret est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 55. Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux obligations ou interdictions autres que celles visées à l'article 52 et imposées par les articles 5ter, 9 et 30 ou aux mesures prises pour leur exécution. »

§ 5. L'article 73 du même décret est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 73. Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, les règles d'application prévues à l'article 42, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et à l'article 47, § 2, sont celles établies en application du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, moyennant remplacement du terme "redevable" par les termes "redevable, détenteur des déchets ou contrevenant". »



§ 6. L'article 4 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes est complété par l'alinéa suivant :

« Les produits utilisés au titre de réactifs et d'adjuvants dans les procédés de traitement par inertage ou stabilisation préalable à la mise en C.E.T. sont exclus de la base taxable. »

L'article 27, § 2, 3<sup>o</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> touriste : 1/365<sup>e</sup> équivalent-habitant par nuitée effective dans un établissement d'hébergement touristique situé dans la commune. »

A l'article 35, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même décret, les termes "et un cautionnement a été, le cas échéant," sont remplacés par les termes "notamment, le cas échéant, imposant un cautionnement".

L'article 42, § 2, du même décret est abrogé et remplacé par la disposition qui suit :

« § 2. De même, une copie du procès-verbal dressé, en cas d'abandon de déchets, par un agent au sens de l'article D.139, 1<sup>o</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est transmise à l'Office lorsque aucune sanction administrative n'est infligée en application des titres V ou VI de la partie VIII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. » .

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'Environnement est complété comme suit :

« 25<sup>o</sup> "plan d'intervention" : l'ensemble des mesures de sécurité permettant, à titre conservatoire, de maîtriser la menace ou les effets d'une pollution jusqu'à ce que les sources de dangers ou de pollutions en aient été retirées, en ce compris par une évaluation des risques sanitaires. »

§ 2. L'article 77 du même décret est remplacé par la disposition qui suit :

« Art. 77. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles :

— 10, § 1<sup>er</sup>, ou 11 du présent décret;

— ou 58, § 1<sup>er</sup>, du présent décret;

— ou 58, § 2, 4<sup>o</sup>, du présent décret et qui, par ce fait, cause un danger à l'environnement;

— 59bis du présent décret.

Commets une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles 10, § 2, 57, 58, § 2, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, ou 59 du présent décret ou aux arrêtés d'exécution pris en application des articles précités. »

§ 3. A l'article 63 du même décret, les mots "sans préjudice de l'exercice du pouvoir de surveillance organisé à l'article 61" sont remplacés par les mots "sans préjudice de l'exercice du pouvoir de surveillance prévu à la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement".

§ 4. L'article 75 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 75. L'article 71 n'est pas applicable aux cas où la remise en état est effectuée par la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets sur la base de ce décret. »

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le chapitre IV de la partie V est abrogé et le chapitre V de la même partie devient le chapitre IV.

Dans le titre III de la partie III du même Livre, il est ajouté un chapitre libellé comme suit :

« CHAPITRE VI. — *Dispositions pénales*

Art. D.29-28. Commets une infraction de quatrième catégorie tout qui fait entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustrait à l'examen du public des pièces du dossier soumis à enquête publique.

Les personnes chargées de l'étude d'incidences sont assimilées à des "personnes chargées d'un service public" pour l'application du Livre II, titre IV, chapitre IV, du Code pénal réprimant la corruption. »

§ 2. L'article D.123, § 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est complété de la manière suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les sommes ainsi recouvertes sont intégralement versées au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section incivilités environnementales. »

**Art. 12.** La partie IV du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacée par les dispositions qui suivent :

« PARTIE IV. — Constatation des infractions et sanctions

**TITRE I<sup>er</sup>.** — *Sanctions des infractions en matière d'eau de surface*

Art. D.392. Commets une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui :

1<sup>o</sup> déverse des eaux usées dans les eaux de surface ordinaire, dans les égouts publics ou dans les voies artificielles d'écoulement, sans respecter les règlements pris en vertu des articles D.156 à D.158, D.161 à D.166 et D.406;

2<sup>o</sup> méconnaît une interdiction établie par l'article D.161;

3<sup>o</sup> viole les prescriptions édictées sur la base de l'article D.162;

4<sup>o</sup> commets une infraction à un règlement pris en exécution de l'article D.163.

Art. D.393. Commets une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1<sup>o</sup> celui qui contrevient aux dispositions non visées à l'article D.392 et adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface;

2<sup>o</sup> celui qui utilise l'eau de surface en violation d'une interdiction prononcée en vertu de l'article D.158;

3<sup>o</sup> celui qui tente de commettre un des actes mentionnés à l'article D.392;

4<sup>o</sup> celui qui, à titre professionnel, fabrique, offre en vente, vend et utilise des produits en infraction à un règlement pris en vertu de l'article D.164;

5<sup>o</sup> celui qui opère la vidange et recueille des gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément qui est requis en vertu de l'article D.222, soit en éliminant les gadoues d'une manière interdite par cet article;

6° celui qui nettoie un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de dix mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler sans disposer du permis d'environnement requis.

Art. D.394. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétele du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° celui qui détruit ou détériore volontairement les installations d'épuration et en empêche le fonctionnement correct;

2° celui qui tente de détruire ou de détériorer volontairement ces mêmes installations;

3° celui qui refuse ou néglige d'exécuter une mesure d'urgence ordonnée par le Gouvernement, le gouverneur de la province ou le bourgmestre en vertu de l'article D.21, § 1<sup>er</sup>.

Art. D.395. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétele du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui s'abstient de communiquer des renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles D.13 et D.165 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

Commets une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétele du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui :

1. n'a pas raccordé à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est déjà équipée;

2. n'a pas raccordé pendant les travaux d'égouttage son habitation située le long d'une voirie qui vient d'être équipée d'égouts;

3. n'a pas sollicité l'autorisation préalable écrite du collège communal pour le raccordement à l'égout de son habitation;

4. a déversé l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou n'évacue pas les eaux pluviales par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation;

5. n'a pas équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires, en n'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration, en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration, en ne mettant pas hors service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique gadoue par un vidangeur agréé;

6. n'a pas raccordé à l'égout existant dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle à la place du raccordement à l'égout;

7. n'a pas équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone soumise au régime d'assainissement collectif le long d'une voirie non encore équipée d'égout, d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif;

8. n'a pas équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome;

9. n'assure pas que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci, en n'équipant pas une nouvelle habitation, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, d'une fosse septique by-passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées;

10. n'a pas mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce, en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

## TITRE II. — *Sanctions des infractions en matière d'eau souterraine*

Art. D.396. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétele du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° celui qui contrevient à un règlement ou à une mesure d'interdiction pris en vertu des articles D.167 et D.173 du présent Code;

2° celui qui élude le paiement de la redevance ou de la contribution mise à sa charge par le présent Code.

Art. D.397. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétele du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° celui qui s'abstient de communiquer des renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles D.13 et D.176 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci;

2° celui qui contrevient à un règlement ou à une mesure d'interdiction pris en vertu de l'article D.177.

Art. D.398. Par dérogation à la partie VIII de la partie décrétele du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et à l'article D.397, le Gouvernement arrête les modalités de suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable, de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Gouvernement peut établir des amendes administratives réprimant les infractions à ces modalités.

Le montant de l'amende est compris entre 50 euros et 50.000 euros. Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, ce montant est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application et de calcul de l'amende, ainsi que la procédure fixant les règles de notification de la décision d'appliquer l'amende, les modalités de paiement de celle-ci, ainsi que les conditions permettant au contrevenant de faire valoir ses observations par audition.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire dirigeant de l'administration régionale de l'environnement ou son délégué. Le contrevenant est informé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, de la sanction administrative qu'il encourt.

Le contrevenant dispose d'un droit de recours contre la décision d'appliquer l'amende. Ce recours est introduit, sous peine de forclusion, dans le mois de la notification de la décision d'appliquer l'amende par voie de requête devant le tribunal de police selon la procédure civile.

Le recours devant le tribunal de police est un recours de pleine juridiction. Il est suspensif. Le jugement du tribunal n'est pas susceptible d'appel.

En cas de défaut de paiement de l'amende administrative dans les délais déterminés par le Gouvernement, l'amende peut être recouvrée par contrainte. La contrainte est visée et déclarée exécutoire par le fonctionnaire dirigeant susvisé. Le Gouvernement fixe également la procédure de notification et les délais applicables. La contrainte est régie par les dispositions contenues dans la cinquième partie du Code judiciaire relative à la saisie conservatoire et aux voies d'exécution. Le paiement de l'amende éteint l'action publique.

**TITRE III. — Constatation des infractions et sanctions  
en matière d'eau destinée à la consommation humaine**

Art. D.399. Le Gouvernement fait appel à un ou plusieurs laboratoire(s) accrédité(s) en vertu de la législation fédérale relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essai en vue de procéder aux analyses officielles. Il peut fixer des modèles de protocole d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires ainsi que les règles de financement du coût des analyses et des prélèvements.

Art. D.400. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

- 1° le fournisseur qui ne prodigue pas les conseils appropriés prévus à l'article D.182, § 2, alinéa 2;
- 2° le fournisseur qui ne prend pas les mesures minimales définies selon la procédure fixée en application de l'article D.183;
- 3° celui qui contrevient au prescrit de l'article D.184;
- 4° le fournisseur qui ne prend pas les mesures nécessaires prévues à l'article D.186, alinéa 2;
- 5° le fournisseur qui n'établit pas ou ne met pas en œuvre un programme annuel prévu à l'article D.188, § 1<sup>er</sup>;
- 6° le fournisseur qui ne contrôle pas l'efficacité du traitement appliqué prévu à l'article D.188, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3;
- 7° le fournisseur qui n'informe pas la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, division de l'eau, et qui n'effectue pas l'enquête conformément à l'article D.190, § 1<sup>er</sup>, qui ne prend pas les mesures correctrices prévues à l'article D.190, § 2, qui ne prend pas les mesures prévues à l'article D.190, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 8° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs en application de l'article D.192, § 2;
- 9° le fournisseur qui n'informe pas la population concernée par le prescrit de l'article D.182, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. D.401. Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

- 1° l'abonné qui ne respecte pas l'article D.182, § 3;
- 2° le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau qui ne serait pas certifiée conformément à l'article D.187, § 3;
- 3° le particulier qui n'autorise pas l'accès à son installation privée conformément à l'article D.189;
- 4° quiconque prélève de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le présent Code ou autorisés par le distributeur;
- 5° le fournisseur qui ne respecte pas les obligations prévues à l'article D.187, § 4;
- 6° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs de la situation et, le cas échéant, des mesures correctrices prises dans le cadre de l'article D.190, § 2, alinéa 3;
- 7° le fournisseur qui n'informe pas le consommateur ou qui ne prodigue pas les conseils nécessaires conformément à l'article D.190, § 3, alinéa 2;
- 8° le fournisseur qui ne décide pas ou ne communique pas les mesures à prendre conformément à l'article D.190, § 3, alinéa 3;
- 9° le fournisseur qui n'informe pas l'organisme agréé prévu par l'article D.191;
- 10° le fournisseur qui ne procède pas aux informations prévues par l'article D.193, § 2.

**TITRE IV. — Sanctions des infractions en matière de dommages provoqués par les prises  
et pompages d'eau souterraine**

Art. D.402. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui viole l'obligation de contribution prévue par l'article D.328 et les dispositions réglementaires prises en vertu de celui-ci.

**TITRE V. — Constatation des infractions et sanctions en matière de tarification**

Art. D.403. En cas de mise à disposition d'un usager d'une eau non conforme aux dispositions légales et réglementaires, de défaut d'approvisionnement régulier dans les conditions définies par le Gouvernement wallon, d'interruption ou de suspension du service hors des conditions prévues à l'article D.203, la facture suivante adressée à l'usager victime de ce défaut du service est diminuée d'un montant équivalent à la formule suivante :

$$A \times B \times C$$

où

A = la consommation facturée

B = le nombre de jours de défaut

C = le tarif de la première tranche de consommation en vigueur au moment de la facturation.

Art. D.404. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

- 1° le distributeur qui ne place pas un compteur;
- 2° le distributeur qui n'applique pas la tarification par tranches réparties en volume de consommation annuelle suivant l'article D.228;
- 3° le distributeur qui n'adapte pas le montant de la redevance prévu à l'article D.444;
- 4° le distributeur qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à la facturation et au recouvrement des consommations d'eau tel que prévu aux articles D.228, D.230 et D.232;
- 5° le distributeur qui met fin au service de manière unilatérale dans les cas non prévus par les articles D.194 à D.209, D.228 à D.233, D.403 à D.405, D.443 et D.444;

6° l'usager qui ne se conforme pas aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau;

7° l'abonné ou l'usager qui ne se conforme pas aux modalités prévues à l'article D.204.

Art. D.405. La compétence territoriale des instances judiciaires auxquelles sont soumis les litiges relatifs à l'application des articles D.194 à D.209, D.228 à D.233, D.403 à D.405, D.443 et D.444 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci est déterminée par les règles du Code judiciaire.

#### TITRE VI. — *Sanctions des infractions en matière de perception et de paiement des taxes*

Art. D.406. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui élude ou tente d'éluder le paiement de tout ou partie de la taxe visée aux articles D.275 à D.313 et D.318.

#### TITRE VII. — *Sanctions des infractions en matière de Fonds social de l'Eau*

Art. D.407. En cas de non-respect de l'obligation visée à l'article D.239, le distributeur est redevable à la S.P.G.E. d'un montant égal à 0,0250 euro/m<sup>3</sup> d'eau facturée pour lequel aucune contribution n'a été appliquée.

#### TITRE VIII. — *Sanctions des infractions en matière de cours d'eau non navigables*

Art. D.408. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le riverain, l'usager ou le propriétaire d'ouvrages d'art sur un cours d'eau qui entrave le dépôt sur ses terres ou ses propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

Commets une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° l'usager ou le propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable qui ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire, et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau;

2° celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture et prescrivant que la partie de la clôture située en bordure du cours d'eau doit se trouver à une distance de 0,75 mètre à 1 mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres et ne peut avoir une hauteur supérieure à 1,5 mètre au-dessus du sol, sans créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation des cours d'eau, sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure;

3° celui qui dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau, obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux, laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire, laisse substituer les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus;

4° celui qui néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau :

— en ne plaçant pas à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants;

— en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées;

— en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables;

5° celui qui omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en application de l'article D.39, alinéa 2.

#### TITRE IX. — *Sanctions des infractions en matière de voies hydrauliques*

Art. D.409. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° celui qui, sans déclaration ou permis d'environnement visés à l'article D.51 du présent Code ou, sans autorisation écrite du gestionnaire, a empiété sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou a accompli un des actes visés à l'article D.51 du présent Code ou tout autre acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine;

2° celui qui a dérobé des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

3° celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, a occupé tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques;

4° celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, organise des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

5° celui qui se livre à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional des voies hydrauliques sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement wallon;

6° celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, place des panneaux-réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

7° les propriétaires, locataires ou usagers de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire qui, en période de crues, omettent d'enlever tout dépôt de produits agricoles ou de matériel susceptible d'être entraîné par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques;

8° celui qui menace la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter sa conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article D.425, alinéa 1<sup>er</sup>. »

L'article D.442 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est complété par l'alinéa suivant :

« L'article D.408 entre en vigueur concomitamment à l'article D.39, alinéa 2. »

**Art. 13.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un article L1216-3 est inséré et rédigé comme suit :

« Art. L1216-3. Les agents communaux ou d'intercommunales qui assurent une mission de gestion des déchets ou de gestion du cycle de l'eau peuvent assurer des missions de police judiciaire à caractère régional conformément au présent Code.

En application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ces agents communaux pourront être désignés à cet effet par le conseil communal.

L'exécution de cette mission ne peut mettre en péril l'exécution des missions à caractère communal.

Les agents susvisés, dans l'exercice de leur mission régionale, restent soumis à leurs statuts administratif, pécuniaire, syndical respectifs. »

**Art. 14.** Dans la loi du 28 février 1882 sur la chasse, il est inséré un article 25 libellé comme suit :

« Art. 25. Les infractions à la présente loi font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une transaction, soit d'une amende administrative conformément aux titres V et VI respectivement de la partie VIII de la partie décréale du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sauf si le ministère public envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216<sup>bis</sup> et 216<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle ou dans les hypothèses prévues par l'article 120 du Code forestier.

Pour l'application des mêmes titres V et VI, les infractions à la présente loi sont assimilées à des infractions de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréale du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sauf les infractions à l'article 1<sup>er</sup>quater, 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>ter</sup>, 3, 6, 12, 12<sup>bis</sup> ou 12<sup>ter</sup> qui sont assimilées à des infractions de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréale du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 15.** L'article 29 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale est complété comme suit :

« Les infractions à la présente loi font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une transaction, soit d'une amende administrative conformément aux titres V et VI respectivement de la partie VIII de la partie décréale du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sauf si le ministère public envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216<sup>bis</sup> et 216<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle ou dans les hypothèses prévues par l'article 120 du Code forestier.

Pour l'application des mêmes titres V et VI, les infractions à la présente loi sont assimilées à des infractions de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréale du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 16.** Sont abrogées les dispositions suivantes :

- les articles 6 à 9 de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;
- les articles 47, 59 à 62 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- les articles 9 et 10 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;
- les articles 58, 60, 62, 64 et 66 du décret du 7 juillet 1988 des mines;
- les articles 45 à 50, 54, 55<sup>bis</sup>, 56 à 59 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- les articles 61, 62, 74, 76 et 78 à 80 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, à l'exception de l'article 9, § 6, qui entre en vigueur dix jours après la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 juin 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) Session 2007-2008.

*Documents du Parlement wallon*, 771(2007-2008), n<sup>os</sup> 1, 1<sup>bis</sup> à 14.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 28 mai 2008.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2044

[2008/202169]

**5. JUNI 2008 — Dekret über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret hat zum Zweck, die Bestimmungen über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich festzulegen.

*Abschnitt I — Gemeinsame Bestimmungen*

**Art. 2** - In das Buch I des Umweltgesetzbuches wird ein Teil VIII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«TEIL VIII — Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich

**TITEL I — Allgemeines**

Art. D.138 - Vorliegender Teil umfasst die Bestimmungen betreffend die Überwachung, Zwangsmaßnahmen und Sanktionen, die zur Anwendung folgender Gesetze und Dekrete sowie deren Durchführungserlasse notwendig sind:

- das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;
- das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;
- das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;
- das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;
- das Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;
- das Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben;
- das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;
- das Umweltgesetzbuch, einschließlich des vorliegenden Buches und des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

Die Titel V und VI vorliegenden Teils sind auf das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd und auf das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei anwendbar.

Art. D.139 - Es gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° "Bediensteter": der statutarische oder Vertragsbedienstete, der
  - entweder von der Regierung gemäß Art. D.140 § 1,
  - oder von einer Einrichtung öffentlichen Interesses im Umweltbereich gemäß Art. D.140 § 2,
  - oder aber von dem Gemeinderat gemäß Art. D.140 § 3 bestimmt worden ist;
- 2° "Mahnung": die fristgebundene Anordnung;
- 3° "Wassergesetzbuch": das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;
- 4° "sanktionierender Beamter": der Beamte, der bestimmt wird, um die administrativen Geldbußen zu erheben; der regionale sanktionierende Beamte wird von der Regierung bestimmt; der kommunale sanktionierende Beamte wird vom Gemeinderat bestimmt; der provinzielle sanktionierende Beamte wird vom Gemeinderat auf Vorschlag des Provinzialrats bestimmt;
- 5° "Verstoß": ein Verbrechen, Vergehen oder eine Übertretung, so wie in den in Artikel D.138 erwähnten Gesetzen und Dekreten definiert;
- 6° "Amt": das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- 7° "Einsatzplan": die gesamten Sicherheitsmaßnahmen zur vorsorglichen Beherrschung der Bedrohung oder der Auswirkungen einer Verschmutzung, bis dass die Gefahren- oder Verschmutzungsquellen beseitigt sind, einschließlich mittels einer Bewertung der sanitären Risiken;
- 8° "SPAQuE": die "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität) nach Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

**TITEL II — Ermittlung und Feststellung der Verstöße***KAPITEL I — Bedienstete mit gerichtspolizeilichen Aufträgen*

Art. D.140 - § 1 - Unbeschadet der den Gerichtspolizeioffizieren obliegenden Pflichten bestimmt die Regierung die Bediensteten, die mit der Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138 erwähnten Gesetze und Dekrete und der kraft dieser verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen beauftragt sind.

Die gerichtspolizeilichen Befugnisse dürfen nur von vereidigten Bediensteten ausgeübt werden. Die Bediensteten legen den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde.

Im Falle eines Amtssitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

Die regionale Umweltverwaltung verfügt über einen alle Tage des Jahres rund um die Uhr arbeitenden Wach- und Noteinsatzdienst.

§ 2 - Die Regierung kann vorsehen, dass eine Einrichtung öffentlichen Interesses im Umweltbereich im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks Bedienstete bestimmt, um die Einhaltung der relevanten Bestimmungen der in Artikel D.138, 1. Absatz, erwähnten Gesetze und Dekrete und der kraft dieser verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen zu kontrollieren.

Diese Bediensteten müssen folgenden Bedingungen genügen:

- 1° nie strafrechtlich verurteilt worden sein;

2° über mindestens folgende Zeugnisse verfügen:

- entweder ein Zeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;
- oder ein Zeugnis der Unterstufe des Sekundarunterrichts, und eine für die Ausübung des Amtes nützliche Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Dienste einer Gemeinde oder Interkommunalen aufweisen;

3° den von der Wallonischen Regierung festgelegten Bedingungen in Sachen Ausbildung genügen.

§ 3 - Unbeschadet der dem Bürgermeister und der lokalen Polizei zufallenden Befugnisse kann der Gemeinderat Bedienstete der Gemeinde, von Interkommunalen oder Projektvereinigungen im Rahmen von Aufgaben mit regionalem Charakter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung bestimmen, die damit beauftragt werden, die Einhaltung der in Artikel D.138 1. Absatz, erwähnten Gesetze und Dekrete und der kraft dieser verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen zu kontrollieren, und Verstöße festzustellen. Diese Bediensteten müssen den in § 2 2. Absatz vorgesehenen Bedingungen genügen.

Ein kommunaler Bediensteter kann mit der Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138 1. Absatz, erwähnten Gesetze und Dekrete und der Feststellung der Verstöße auf dem Gebiet der Gemeinden, die derselben Polizeizone angehören, beauftragt werden, insoweit eine Vereinbarung zu diesem Zweck zwischen den betreffenden Gemeinden abgeschlossen worden ist.

§ 4 - Die Regierung kann innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss für die Einstellung oder Weiterbeschäftigung eines Bediensteten gewähren, wenn eine Gemeinde, eine Interkommunale oder eine Projektvereinigung dies beantragt.

Art. D.141 - Die Bediensteten stellen die Verstöße mittels eines Protokolls fest, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist.

Dieses Protokoll wird dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post übermittelt, und zwar innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Feststellung des Verstoßes oder des Ablaufs der in Artikel D.148 § 1 erwähnten Frist. Dieses Protokoll und ein Nachweis für das Versenden besagten Einschreibens an den Zuwiderhandelnden werden binnen derselben Frist dem Prokurator des Königs übermittelt.

In den Berichten und Protokollen kann der Bedienstete, wenn er es für zweckmäßig hält, dem Prokurator des Königs nahelegen, die Artikel 216*bis* und 216*ter* der Strafprozessordnung anzuwenden. Gegebenenfalls gibt er den Betrag der für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an.

Art. D.142 - Unbeschadet der den Gerichtspolizeioffizieren obliegenden Pflichten werden die Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138, 1. Absatz, erwähnten Gesetze und Dekrete und die Feststellung der Verstöße ebenfalls von den in Artikel D.140 erwähnten Bediensteten gewährleistet.

Art. D.143 - Die Bediensteten können bei der Ausübung ihrer Aufgabe die bewaffnete Macht anfordern.

#### KAPITEL II — *Untersuchungsmittel*

Art. D.144 - Die Regierung kann Bestimmungen verabschieden betreffend die Modalitäten der Inspektion für alle oder bestimmte Kategorien von Anlagen und Aktivitäten im Sinne der in Artikel D.138 erwähnten Rechtsvorschriften.

Art. D.145 - Die Bediensteten können bei der Ausübung ihrer Aufträge und unbeschadet ihrer anderwärtig festgestellten Inspektionsaufgaben zu jeder Zeit die Anlagen, Räumlichkeiten, Gelände und sonstige Örtlichkeiten betreten, außer wenn sie einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bilden.

Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese Bediensteten letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen.

Art. D.146 - Die Bediensteten können bei der Ausübung ihrer Aufgabe:

1° alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einziehen, um sich zu vergewissern, dass die in Artikel D.138 1. Absatz erwähnten Bestimmungen beachtet werden, insbesondere:

a. jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisaufnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b. sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine fotografische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

c. die Identität jedes Zuwiderhandelnden kontrollieren;

2° gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten Proben entnehmen;

3° Analysen durchführen lassen, nach gemäß Artikel D.147 festgelegten Regeln. Im Falle einer zwecks der Analyse durchgeführten Probenahme, wird der Zuwiderhandelnde sofort darüber informiert, dass er auf seine Kosten eine Gegenanalyse durchführen lassen kann.

Wenn sich aus dem Analyseprotokoll ergibt, dass ein Verstoß begangen worden ist, wird nach Artikel D.141 ein Protokoll aufgestellt;

4° die für den Transport benutzten Fahrzeuge anhalten und deren Ladung kontrollieren;

5° jegliche vorsorgliche Maßnahme treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet:

a. das Umstellen von Gegenständen untersagen oder die Betriebe oder Anlagen versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b. die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln;

6° im Beisein des Betroffenen oder nachdem dieser ordnungsgemäß dazu aufgefordert wurde, anwesend zu sein, die Geräte und Vorrichtungen, die einen Verstoß gegen die in Artikel D.138 1. Absatz erwähnten Bestimmungen darstellen könnten, prüfen oder durch zugelassene Personen, Labors oder öffentliche oder private Einrichtungen prüfen lassen;

7° sich von technischen Sachverständigen begleiten lassen;

8° verwaltungspolizeiliche Maßnahmen treffen, um Gegenstände, die einen Umweltschaden verursachen könnten, außer Betrieb zu setzen;

9° unbeschadet Artikel D.145 den Gegenständen bis dort, wo sie befördert wurden, nachspüren und sie sequestrieren.

Art. D.147 - Die Regierung bestimmt die Regeln für die Zulassung der mit den offiziellen Analysen beauftragten Labors.

Sie kann Muster für die Analyseprotokolle aufstellen, die Analyse- und Gegenanalyseverfahren bestimmen, Regeln zur Verteilung der Analysen unter die Laboratorien sowie zur Finanzierung der Kosten für Analysen und Probenentnahmen festlegen.

Wenn die allgemeinen, sektorbezogenen, besonderen oder integralen Bedingungen Regeln betreffend die Analyse- und Probenahmeverfahren vorschreiben oder wenn die Regierung solche Regeln unabhängig auferlegt hat, müssen die Probenahmen, Analysen und Gegenanalysen diesen Regeln genügen.

### KAPITEL III — *Zwangmaßnahmen*

Art. D.148 - § 1 - Im Falle eines Verstoßes, können die in Artikel D.140 erwähnten Bediensteten dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes oder dem Eigentümer des Gutes, wo dieser Verstoß stattgefunden hat, oder wo der Tatbestand, der für den Verstoß grundlegend ist, her stammt, eine Mahnung zugehen lassen, und eine Frist für die Regularisierung festlegen.

Wenn die Mahnung mündlich mitgeteilt wird, wird sie vom Bediensteten, der sie ausgesprochen hat, binnen fünfzehn Tagen schriftlich bestätigt.

§ 2 - Die in Artikel D.140 erwähnten Bediensteten informieren sich unverzüglich gegenseitig über die Mahnungen, deren Urheber sie sind, und verfassen einen Bericht am Ablauf der Regularisierungsfrist.

Art. D.149 - § 1 - Wenn das Protokoll eines Verstoßes gegen die in Artikel D.138 1. Absatz, erwähnten Dekrete und Gesetze aufgestellt worden ist, kann der Bürgermeister dem Bericht des Bediensteten zufolge und unbeschadet der in diesen Dekreten und Gesetzen vorgesehenen Aktionen:

1° die vollständige oder teilweise Einstellung eines Betriebs oder einer Aktivität anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, wenn nötig, die sofortige vorübergehende Schließung der Anlage vornehmen;

3° der für diese Anlage, diesen Betrieb oder diese Tätigkeit verantwortlichen Person einen Einsatzplan oder die Einführung eines Wiederinstandsetzungs- oder Rehabilitierungsplans binnen einer bestimmten Frist und gegebenenfalls die Bereitstellung zugunsten der Region einer Sicherheit nach einer der in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten, um somit die Wiederinstandsetzung zu garantieren, auferlegen;

4° jede sonstige nützliche Maßnahme treffen, um eine Gefahr für die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit, zu beseitigen.

§ 2 - Bei Untätigkeit des Bürgermeisters während fünfzehn Tagen ab der Einsendung des in § 1 vorgesehenen Berichts oder wenn eine Gefahr so drohend ist, dass die kleinste Verzögerung ein Risiko für die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit, darstellt, verfügen die in Artikel D.140 § 1, genannten Bediensteten über dieselben Befugnisse wie der Bürgermeister.

§ 3 - Die gemäß § 1 1° und 2°, getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben sobald die für den Betrieb oder die Aktivität notwendige administrative Genehmigung erteilt wird, oder sobald die für den Betrieb oder die Aktivität notwendige Erklärung oder Registrierung von der zuständigen Behörde als zulässig anerkannt worden ist.

§ 4 - Wenn der Zuwiderhandelnde es versäumt, einen Wiederinstandsetzungs- oder Rehabilitierungsplan binnen der festgelegten Frist einzureichen oder dessen Bedingungen nicht beachtet, kann der Bürgermeister oder andernfalls die Regierung die Wiederinstandsetzung zu Lasten des Zuwiderhandelnden von Amts wegen durchführen.

§ 5 - Falls der Zuwiderhandelnde die auferlegten Maßnahmen nicht fristgerecht trifft, kann die Regierung oder ihr Beauftragter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters der SPAQuE die Durchführung der Wiederinstandsetzung von Amts wegen anvertrauen; diese erfolgt zu Lasten des Zuwiderhandelnden. Zudem kann die Regierung oder ihr Beauftragter den Zuwiderhandelnden dazu verpflichten, eine Sicherheit nach Artikel 55 des Dekrets vom 1999. März über die Umweltgenehmigung zu bilden.

Die Regierung oder ihr Beauftragter informiert per Einschreiben die Person(en), die die Sicherheit bilden müssen, wobei sie deren Betrag und die möglichen Verfahren zur Bildung dieser Sicherheit angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheit gebildet worden ist, übermittelt die Regierung oder ihr Beauftragter dem Zuwiderhandelnden eine Zahlungsanordnung binnen vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung.

Die Bildung einer Sicherheit verhindert keinesfalls die Weiterführung der Verfolgungen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die Regierung oder ihr Beauftragter eine Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen lassen.

Art. D.150 - Alle Adressaten eines gemäß Artikel D.149 § 1 oder D.149 § 2 gefassten Beschlusses können bei der Regierung Einspruch einlegen.

Bei Strafe von Verfall wird der Einspruch innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung dieses Beschlusses durch Abgabe eines Antrags an die Regierung eingelegt.

Die Regierung notifiziert ihren Beschluss binnen fünfzehn Tagen nach dem Datum der Einsendung des Antrags.

In Ermangelung eines Beschlusses binnen der in vorigem Absatz vorgeschriebenen Frist gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wurde, als bestätigt.

### TITEL III — *Strafrechtliche Bestimmungen*

Art. D.151 - § 1 - Die Verstöße gegen die in Artikel D.138, 1. Absatz, erwähnten Gesetze und Dekret, werden in vier Kategorien unterteilt.

Verstöße der ersten Kategorie werden mit einer Zuchthausstrafe auf Zeit von zehn bis fünfzehn Jahren und einer Geldstrafe von mindestens 100.000 Euro und höchstens 10.000.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Verstöße der zweiten Kategorie werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Jahren und einer Geldstrafe von mindestens 100 Euro und höchstens 1.000.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Verstöße der dritten Kategorie werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis sechs Monaten und einer Geldstrafe von mindestens 100 Euro und höchstens 100.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Verstöße der vierten Kategorie werden mit einer Geldstrafe von mindestens 1 Euro und höchstens 1.000 Euro bestraft.

§ 2 - Die Verstöße gegen die in Artikel D.138 erwähnten Gesetze und Dekrete sind Gegenstand von strafrechtlichen Verfolgungen, außer wenn die Staatsanwaltschaft die ihr durch die Artikel 216bis und 216ter des Strafprozessgesetzbuches erteilten Befugnisse anwendet, oder beabsichtigt, sie anzuwenden. Als Alternative können die Verstöße der zweiten, dritten und vierten Kategorie Gegenstand eines Vergleichs oder einer administrativen Geldbuße sein.



Art. D.152 - Die Strafen können auf das Zweifache der maximalen Strafe erhöht werden, wenn innerhalb von drei Jahren ab einer vorherigen durch einen rechtskräftigen Beschluss erlassenen Verurteilung wegen Verstoß gegen dasselbe Gesetz oder Dekret erneut ein in Artikel D.138 1. Absatz, vorgesehener Verstoß begangen wird. Zudem darf die kleinste Geldstrafe in diesem Fall nicht weniger als das Dreifache der Mindeststrafe betragen.

Art. D.153 - Verstöße der ersten Kategorie erfordern das Vorhandensein nachstehender Bestandteile:

- 1° ein materielles Element, das für einen Verstoß der zweiten Kategorie grundlegend gewesen wäre;
- 2° ein moralisches Element, durch welches der Verstoß wissentlich und in der Absicht, zu schaden, begangen worden ist;
- 3° ein materielles Element, das in dem Umstand besteht, das die menschliche Gesundheit gefährdet worden ist, oder gefährdet werden konnte.

Art. D.154 - Kraft der in Artikel D.138 1. Absatz, erwähnten Rechtsvorschriften begehen die folgenden Personen einen Verstoß der zweiten Kategorie:

- 1° derjenige, der sich den in Artikel D.149 § 1 1° und 2°, vorgesehenen Zwangsmaßnahmen entgegenstellt oder sie verletzt, oder die in Artikel D.149 § 1 3°, vorgesehenen Maßnahmen nicht beachtet;
- 2° derjenige, der sich den Aufgaben der Bediensteten entgegenstellt oder sie behindert;
- 3° derjenige, der sich den Wiederherstellungsmaßnahmen, die vom Richter kraft Artikel D.156 bis D.158 verkündet worden sind, entgegenstellt oder sie behindert.

Art. D.155 - § 1 - Wenn der Betreiber eine juristische Person ist, die Gegenstand einer Auflösung, eines Vergleichsverfahrens, oder eines Konkurses gewesen ist, und die von einer oder mehreren juristischen Personen im Sinne der Artikel 5 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften, oder von juristischen Personen, die einen Konzern im Sinne des Artikels 10 des Gesetzbuches über die Gesellschaften bilden, kontrolliert war, sind die Muttergesellschaft oder die den Konzern zusammenstellenden Gesellschaften verpflichtet, an Stelle des säumigen Betreibers für die strafrechtlichen Geldbußen, administrativen Geldbußen, Vergleichsmaßnahmen, Zwangsmaßnahmen im Sinne der Artikel D.148 bis D.150 oder Wiederherstellungsmaßnahmen im Sinne der Artikel D.156 bis D.158 zu haften.

§ 2 - Der Richter kann anordnen, dass die verurteilende Entscheidung zu Lasten des Verurteilten und nach vom Richter festgelegten Modalitäten veröffentlicht wird.

§ 3 - Wenn der Verurteilte binnen zehn Jahren nach einer vollstreckbaren Verurteilung für einen bei der Ausübung seines Berufs begangenen Verstoß erneut einen Verstoß unter gleichen Umständen begeht, kann der Richter ihm untersagen, eine bestimmte berufliche Tätigkeit persönlich oder durch Vorschieben einer Mittelsperson auszuüben.

Das Verbot der Ausübung einer beruflichen Tätigkeit kann für einen Zeitraum von ein bis fünf Jahren auferlegt werden.

#### TITEL IV — Wiederherstellungsmaßnahmen, die vom Richter verkündet werden können

Art. D.156 - Der Richter kann denjenigen, der den Verstoß begangen hat, dazu verurteilen, der Gemeinde oder dem durch Artikel D.170 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden", einen Betrag zu zahlen, der den Kosten entspricht, die die Gemeinde oder die Region ausgelegt haben, um die Gefahr eines Umweltschadens oder den Umweltschaden, die/der durch den Verstoß verursacht wurde, einschließlich der menschlichen Gesundheit, zu vermeiden, zu minimieren, zu beenden oder zu beheben. Diese Bestimmung verhindert nicht die Möglichkeit für jede betreffende öffentliche Behörde, einen Schadenersatz, einschließlich mittels einer zivilen Geldbuße, vor Gericht einzuklagen.

Art. D.157 - § 1 - Unbeschadet der Artikel D.158 und D.163 kann der Richter auf Antrag der Wallonischen Regierung oder der regionalen Umweltverwaltung oder auch des Gemeinrats der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, entweder die Durchführung von Einrichtungsarbeiten, oder aber die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten in den ursprünglichen Zustand oder einen Zustand, der keine Gefahr und keine Belästigung für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit mehr aufweist, binnen der vor ihm festgelegten Frist anordnen.

Wenn die Örtlichkeiten nicht binnen der vorgeschriebenen Frist wieder in Stand gesetzt worden sind oder die Arbeiten nicht durchgeführt worden sind, kann der Richter unbeschadet der Anwendung des Kapitels XXIII des Buches IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches anordnen, dass die Regierung oder - als deren Vertreter - die regionale Umweltverwaltung oder der Bürgermeister von Amts wegen die Arbeiten durchführen lassen.

Der Verurteilte wird dazu gezwungen, für alle damit verbundenen Kosten aufzukommen, aufgrund eines einfachen, von der Behörde, die die Durchführung der Arbeiten veranlasst hat, erstellten Berichts der Lage.

§ 2 - Der Richter kann den Zuwiderhandelnden dazu verurteilen:

- 1° zu seinen Lasten eine Studie zur Bestimmung der geeigneten Sicherheits- oder Wiederherstellungsmaßnahmen zu liefern;
- 2° Maßnahmen durchzuführen, um die Bevölkerung oder die Umwelt vor den verursachten Belästigungen zu schützen. Er kann ebenfalls die Ausführung von Arbeiten anordnen, die dazu bestimmt sind, die Belästigungen zu minimieren oder zu beseitigen, und den Zugang zu den Örtlichkeiten zu verhindern;
- 3° alle Betriebsaktivitäten am Ort, wo der Verstoß stattgefunden hat, während der von ihm festgelegten Dauer, einzustellen.

§ 3 - Der Richter kann ebenfalls anordnen, dass der Verurteilte unter Gefahr der Auferlegung eines Zwangsgelds binnen acht Tagen nachdem das Urteil endgültig geworden ist, eine Sicherheit zugunsten der Regierung bildet, gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Modalitäten; deren Betrag muss den veranschlagten Kosten der angeordneten Maßnahmen entsprechen.

§ 4 - Bei Nichterfüllung der vom Richter angeordneten Verpflichtungen kann das Amt, die Regierung oder - als deren Vertreter - die regionale Umweltverwaltung sowie das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, für deren Erfüllung sorgen, und die diesbezüglichen Kosten gemäß § 1 zurückfordern.

§ 5 - Der Gerichtsschreiber des Zivil- oder Strafgerichts stellt dem Bediensteten, der den Verstoß festgestellt hat, und ggf. dem Gemeindegremium eine Abschrift der Anträge oder Vorladungen vor dem Tatgericht, sowohl in erster Instanz als in Berufung, betreffend die in § 1 und § 4 erwähnten Verstöße zu.

§ 6 - Gleichzeitig mit der Zustellung an den Verurteilten stellt der Gerichtsschreiber die Urteile und Richtersprüche, in denen vorliegender Artikel angewandt wird, der regionalen Umweltverwaltung und ggf. dem Gemeindegremium zu.

Art. D.158 - In Abweichung von Artikel D.157 kann der Richter im Falle eines Verstoßes gegen das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur Folgendes anordnen:

a. das Entfernen binnen der von ihm festgelegten Frist der durchgeführten Anpflanzungen und der Nadelbaumarten, die entgegen Artikel 56 nach Ablauf der in Artikel 57 der vorgenannten Gesetzes vorgesehenen Frist aufrecht erhalten werden;

b. die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten binnen der von ihm festgelegten Frist für die Entwässerungsgräben, die entgegen Artikel 58 desselben Gesetzes ausgehoben wurden;

c. die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten binnen der von ihm festgelegten Frist für die Beschädigungen von Naturschutzgebieten entgegen Artikel 11 desselben Gesetzes;

d. die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten binnen der von ihm festgelegten Frist für die Umweltschäden, die sich aus einem Verstoß gegen Artikel 58*bis* oder 58*ter* desselben Gesetzes ergeben;

Im Falle der Nichtausführung kann der Richter anordnen, dass die Dienststellen der zuständigen, von der Regierung bestimmten Verwaltung die nötigen Arbeiten durchführen.

#### TITEL V — *Eventuelles Erlöschen der Strafverfolgung durch einen Vergleich*

Art. D.159 - § 1 - Ein Vergleich kann vorgeschlagen werden:

1° wenn die Straftat keinem Dritten einen unmittelbaren Schaden zugefügt hat;

2° wenn der Zuwiderhandelnde sich damit einverstanden erklärt.

Bei der Feststellung eines der in § 2 vorliegenden Artikels aufgelisteten Verstöße kann ein Betrag entweder sofort oder binnen einer Frist von fünf Werktagen eingekommen werden.

Wenn dies möglich ist, zwingt der Bedienstete den Zuwiderhandelnden dazu, die Örtlichkeiten in ihren ursprünglichen Zustand oder einen Zustand, der keine Gefahr und keine Belästigung für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit mehr aufweist, zurückzusetzen.

Gegebenenfalls gibt er den Betrag der für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an. Die Regierung bestimmt die Höhe dieses Betrags, die den Höchstbetrag der in Artikel D.151 § 1 für diesen Verstoß vorgesehenen nicht um die Zuschlagzehntel erhöhten Geldbuße nicht überschreiten darf, und die Modalitäten für die Einziehung dieses Betrags.

Die Bediensteten sind mit der Durchführung vorliegenden Artikels und der für seine Umsetzung getroffenen Maßnahmen beauftragt, so wie ebenfalls die in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd für die Verstöße gegen dieses Gesetz genannten Beamten, Wachpersonen und Bediensteten und die Bediensteten und Förster was das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei betrifft.

§ 2 - Die in vorliegendem Artikel gemeinten Verstöße sind:

1° die Verbrennung von Haushaltsabfällen im Freien oder in Anlagen, die den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle nicht genügen, mit Ausnahme der Verbrennung von natürlichen, trockenen Abfällen aus Wäldern, Feldern und Gärten in Übereinstimmung mit dem Feldgesetzbuch und dem Forstgesetzbuch;

2° das Zurücklassen von Abfällen, so wie kraft des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle untersagt, einschließlich der Deponien, die den Wasserläufen Schaden zufügen;

3° das Fehlen einer Umweltgenehmigung oder einer Umwelterklärung oder die Nichteinhaltung der Betriebsbedingungen gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

4° die Verstöße der dritten und vierten Kategorie gegen die in Artikel D.138 1. Absatz, erwähnten Rechtsvorschriften;

5° die Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

6° die Verstöße gegen das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei.

§ 3 - Die Zahlung beendet die Strafverfolgung, außer wenn die Staatsanwaltschaft dem Betroffenen binnen dreißig Tagen ab dem Tag der Zahlung mitteilt, dass sie die Absicht hat, die Strafverfolgung vorzunehmen. Diese Mitteilung erfolgt per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief. Es gilt, dass die Mitteilung am nächstfolgenden Werktag nach dem Tag der Abgabe bei der Post erfolgt ist.

§ 4 - Der Zuwiderhandelnde, der keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat, zahlt unmittelbar den vorgeschlagenen Betrag. Im Falle einer Anfechtung übergibt er den Bediensteten einen Betrag, der zur Deckung der Geldbuße und etwaigen Gerichtskosten bestimmt ist. Die Höhe dieses zu übergebenden Betrags und die Modalitäten von dessen Einziehung werden von der Regierung festgelegt.

§ 5 - Wenn die Strafverfolgung zur Verurteilung des Betroffenen führt, wird der eingezogene oder übergebene Betrag auf die dem Staat geschuldeten Gerichtskosten und die verkündete Geldbuße angerechnet. Der etwaige Mehrbetrag wird zurückerstattet.

Im Falle eines Freispruchs wird der eingezogene oder kraft § 4 vorliegenden Artikels übergebene Betrag zurückerstattet.

Der kraft § 4 vorliegenden Artikels übergebene Betrag wird zurückerstattet, wenn die Staatsanwaltschaft beschließt, keine Strafverfolgung vorzunehmen oder wenn die Strafverfolgung erloschen oder verjährt ist.

§ 6 - Bei einem Wiederholungsfall innerhalb eines Jahres ab dem Datum des ersten Verstoßes wird der Betrag verdoppelt.

§ 7 - Die kraft des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen werden in einem Register verzeichnet, in Übereinstimmung mit den vor der Regierung verabschiedeten Bestimmungen.

§ 8 - Der eingezogene Betrag wird dem durch Artikel D.170 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden", oder aber der Gemeinde, eingezahlt, je nachdem der Verstoß von einem in Artikel D.140 § 1 § 2 oder § 3 erwähnten Bediensteten festgestellt worden ist.

#### TITEL VI — *Administrative Geldbußen*

Art. D.160 - § 1 - Die festgestellten Verstöße werden mittels administrativer Geldbußen verfolgt, außer wenn:

— die Staatsanwaltschaft der Ansicht ist, dass es Anlass zu einer Strafverfolgung gibt, oder die ihr durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilten Befugnisse anwendet, oder beabsichtigt, sie anzuwenden.

— ein Vergleich abgeschlossen wurde, in Übereinstimmung mit Artikel D.159.

Die Strafverfolgungen und der Vergleich schließen die Anwendung einer administrativen Geldbuße aus.

§ 2 - Der Betrag der verwirkten administrativen Geldbuße beläuft sich auf:

1° 50 Euro bis 100.000 Euro für einen Verstoß der zweiten Kategorie;

2° 50 Euro bis 10.000 Euro für einen Verstoß der dritten Kategorie;

3° 1 Euro bis 1.000 Euro für einen Verstoß der vierten Kategorie.

Art. D.161 - Wenn der Verstoß vom Bürgermeister, von einem kraft Artikel D.140 § 3 oder von einem Bediensteten der lokalen Polizei, der die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier hat, festgestellt wird, und in der Gemeinderegelung gemäß Artikel D.167 verjährt ist, wird die Geldbuße von dem kraft Artikel D.168 bestimmten sanktionierenden Beamten der Gemeinde auferlegt.

In den anderen Fällen wird die Geldbuße von dem regionalen sanktionierenden Beamten auferlegt.

Art. D.162 - Der Bedienstete, der den Verstoß festgestellt hat, schickt das Original des Protokolls dieses Verstoßes an den örtlich zuständigen Prokurator des Königs binnen fünfzehn Tagen nach der Feststellung des Verstoßes.

Das Protokoll führt das Datum an, an dem es dem Prokurator des Königs zugeschickt oder übermittelt worden ist und, wenn der Verstoß vom Bürgermeister, von einem kraft Artikel D.140 § 3 oder von einem Bediensteten der lokalen Polizei, der die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier hat, festgestellt worden ist, führt das Protokoll ggf. die Bestimmung der Gemeinderegelung an, die der Einstufung als Straftat zugrunde liegt.

Binnen derselben Frist übermittelt der Bedienstete, der den Verstoß festgestellt hat, eine Abschrift dieses Protokolls:

1° dem sanktionierenden Beamten, der mit der Auferlegung der administrativen Geldbuße beauftragt ist;

2° dem sanktionierenden Beamten, der wegen der Person, die den Verstoß festgestellt hat, in Übereinstimmung mit Artikel D.161 nicht dafür zuständig ist.

Der Prokurator des Königs verfügt über eine Frist von dreißig Tagen für die Verstöße der vierten Kategorie, von sechzig Tagen für die Verstöße der dritten Kategorie, und von neunzig Tagen für die Verstöße der zweiten Kategorie, jeweils ab dem Eingang des Protokolls, um die regionale Umweltverwaltung oder ggf. den kommunalen sanktionierenden Beamten darüber zu informieren, dass eine Ermittlung oder eine Untersuchung eröffnet worden ist, oder dass Verfolgungen eingeleitet worden sind, oder dass es der Ansicht ist, dass er die Akte einstellen muss, weil das Belastungsmaterial unzureichend ist.

Grundsätzlich darf keine administrative Geldbuße vor dem Ablauf dieser Frist auferlegt werden, es sei denn, der Prokurator des Königs hat mitgeteilt, dass er keine Verfolgungen einleiten wird.

Nach Ablauf dieser Frist von dreißig, sechzig oder neunzig Tagen kann der im Protokoll angegebene Tatbestand nur auf administrative Weise sanktioniert werden.

Art. D.163 - Falls der Prokurator des Königs auf die Strafverfolgung verzichtet oder die Zustellung seines Beschlusses innerhalb der festgelegten Frist versäumt, beschließt der sanktionierende Beamte, ob es Anlass gibt, das Verwaltungsverfahren einzuleiten.

Per bei der Post aufgegebenes Einschreiben teilt er dem Zuwiderhandelnden Folgendes mit:

1° den Tatbestand, aufgrund dessen das Verfahren eingeleitet worden ist;

2° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsmittel binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung des Einschreibens schriftlich, per bei der Post aufgegebenes Einschreiben oder auf jede andere, von der Regierung bestimmte Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, gelten zu lassen, und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, bei dem Beamten die mündliche Vorstellung seiner Verteidigung zu beantragen;

3° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen kann;

4° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde in seine Akte Einsicht haben kann;

5° eine Abschrift des in Artikel D.141 erwähnten Protokolls;

6° einen Auszug aus den Rechtsvorschriften, gegen die verstoßen worden ist, sowie ggf. einen Auszug der Gemeinderegelung, gegen die verstoßen worden ist.

Der Beamte bestimmt ggf. den Tag, an dem der Zuwiderhandelnde vorgeladen wird, um seine Verteidigung mündlich vorzustellen. Wenn der Beamte der Meinung ist, dass eine Geldbuße, deren Betrag nicht höher als 62,50 Euro liegt, auferlegt werden muss, hat der Zuwiderhandelnde nicht das Recht, eine mündliche Vorstellung seiner Verteidigung zu beantragen.

Am Ablauf der in Absatz 2 2° angegebenen Frist oder vor dem Ablauf dieser Frist, wenn der Zuwiderhandelnde wissen lässt, dass er den Tatbestand nicht bestreitet oder ggf. nach der mündlichen Verteidigung der Sache durch den Zuwiderhandelnden oder seinen Berater kann der Beamte die in vorliegendem Dekret sowie ggf. in der Gemeinderegelung vorgesehene administrative Geldbuße auferlegen.

Der Beschluss wird dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben zugestellt und ist dem in Artikel D.162 Absatz 3 2° erwähnten sanktionierenden Beamten sowie der betreffenden Gemeinde binnen einer Frist von hundertachtzig Tagen mitzuteilen. Diese Frist läuft ab dem Tag des Eingangs der Abschrift des Protokolls. In diesem Beschluss werden die Einspruchsmöglichkeiten erwähnt.

Es darf keine administrative Geldbuße mehr als hundertachtzig Tage nach dem Protokoll zur Feststellung des Verstoßes auferlegt werden.

Der sanktionierende Beamte kann eine Abschrift des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes sowie eine Abschrift seines Beschlusses jeder Partei übermitteln, die ein Interesse daran hat, und ihm im Voraus einen entsprechenden schriftlichen und begründeten Antrag hat zukommen lassen.

Art. D.164 - Der Zuwiderhandelnde, die regionale Umweltverwaltung entgegen dem Beschluss des in Artikel D.168 erwähnten sanktionierenden Beamten oder die Gemeinde entweder entgegen dem Beschluss des regionalen sanktionierenden Beamten oder entgegen dem Beschluss des in Artikel D.168 3. Absatz erwähnten provinziellen sanktionierenden Beamten, betreffend Verstöße, die Gegenstand einer in Artikel D.167 erwähnten Gemeinderegelung sind, können bei Strafe von Verfall innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung des in Artikel D.163 5. Absatz, erwähnten Beschlusses oder dem Ablauf der in Artikel D.163 6. Absatz, erwähnten Frist, wenn kein Beschluss gefasst worden ist, einen Einspruch einlegen. Dieser Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Dieser Einspruch wird durch Angabe eines Antrags bei dem Polizeigericht eingelegt, wenn es sich um Verstöße der dritten oder vierten Kategorie handelt.

Dieser Einspruch wird durch Abgabe eines Antrags bei dem Korrekionalgericht eingelegt, wenn es sich um Verstöße der zweiten Kategorie handelt.

In diesem Antrag werden die Identität und die Anschrift des Zuwiderhandelnden, der angefochtene Beschluss, und die Gründe für die Anfechtung dieses Beschlusses angegeben.

Gegen die Beschlüsse des Polizeigerichts und des Korrekionalgerichts kann keine Berufung eingelegt werden. Die mit der Auferlegung einer administrativen Geldbuße beauftragten Beamten können den Urhebern des Verstoßes Maßnahmen zur Aussetzung des Vollzugs gewähren. Bei mildernden Umständen können sie die Strafe unter die gesetzliche Mindeststrafe verringern. Das Strafprozessgesetzbuch ist auf die in vorigem Artikel angegebenen Verfahren und Beschlüsse anwendbar.

Art. D.165 - Der Beschluss, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, ist am Ablauf einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag seiner Notifizierung vollstreckbar, außer im Fall eines Einspruchs kraft Artikel D.164.

Die vom kommunalen sanktionierenden Beamten auferlegte administrative Geldbuße wird zugunsten der Gemeinde binnen einer Frist von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem der Beschluss vollstreckbar geworden ist, per Überweisung auf ein Konto der Gemeindeverwaltung mittels eines Einzahlungs- oder Überweisungsformular gezahlt. Die Zahlung kann auch direkt an den Gemeindeeinnahmer vorgenommen werden.

Die vom regionalen sanktionierenden Beamten auferlegte administrative Geldbuße wird dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden" binnen einer Frist von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem der Beschluss vollstreckbar geworden ist, gezahlt.

Art. D.166 - Bei einem Wiederholungsfall binnen drei Jahren ab dem Datum des Protokolls wird der Höchstbetrag der auferlegten administrativen Geldbuße verdoppelt.

Art. D.167 - § 1 - Der Gemeinderat ist dazu befugt, Tatbestände folgender Verstöße mittels einer Gemeinderegelung ganz oder teilweise als Straftat einzustufen:

1° die Verbrennung von Haushaltsabfällen im Freien oder in Anlagen, die den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle nicht genügen, mit Ausnahme der Verbrennung von natürlichen, trockenen Abfällen aus Wäldern, Feldern und Gärten in Übereinstimmung mit dem Feldgesetzbuch und dem Forstgesetzbuch;

2° das Zurücklassen von Abfällen, so wie kraft des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle untersagt, einschließlich der Deponien, die den Wasserläufen Schaden zufügen;

3° die Verstöße der dritten und vierten Kategorie gegen die in Artikel D.138 1. Absatz, erwähnten Gesetze und Dekrete.

§ 2 - Die in der Gemeinderegelung erwähnten Verstöße können mit einer administrativen Geldbuße belegt werden, deren Betrag vom kommunalen sanktionierenden Beamten bewertet und in Übereinstimmung mit Artikel D.160 § 2 festgelegt wird.

Art. D.168 - Wenn der Gemeinderat in seinen Regelungen Tatbestände von Verstößen als Straftat einstuft, bestimmt er als kommunalen sanktionierenden Beamten den Gemeindesekretär oder einen Beamten einer Dienststufe, für ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein entsprechendes Diplom erforderlich ist.

Dieser Beamte darf weder ein kommunaler Bediensteter noch der Gemeindeeinnahmer sein.

Der Gemeinderat kann als sanktionierenden Beamten einen vom Provinzialrat vorgeschlagenen provinziellen Beamten bestimmen. Dieser Beamte hat eine Dienststufe, für die ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein entsprechendes Diplom erforderlich ist.

Die Provinz erhält von der betreffenden Gemeinde eine Vergütung für die Leistungen des provinziellen Beamten, der als mit der Auferlegung der administrativen Geldbußen beauftragter Beamter tätig ist. Es ist im Voraus ein Abkommen betreffend den Betrag dieser Vergütung und die Art und Weise, wie sie zu zahlen ist, zwischen dem Gemeinderat und dem Provinzialrat abzuschließen.

Art. D.169 - Die in vorliegendem Kapitel vorgesehene Regelung in Sachen administrative Geldbußen ist nicht auf die Minderjährigen, sondern auf die Inhaber der elterlichen Gewalt anwendbar.

#### TITEL VII — Fonds für den Umweltschutz

Art. D.170 - § 1 - Es wird innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region ein Fonds für den Umweltschutz eingerichtet, der aus zwei Abteilungen zusammengesetzt ist: die Abteilung "kleinere Umweltsünden" und die Abteilung "Wasserschutz" nach Artikel D.324 des Wassergesetzbuches.

§ 2 - Die Einnahmen des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden", dienen der Erfüllung folgender Aufgaben:

1° Ausgleichs- und Rehabilitierungsmaßnahmen;

2° Aktionen im Bereich der Umwelt-Gesundheit;

3° Förderung der Vorbeugung durch die Kontrolle und Selbstkontrolle der Beachtung der in Artikel D.138 erwähnten Gesetze und Dekrete;

4° Projekte für die Ausbildung und Sensibilisierung im Bereich der Umweltproblematik.

§ 3 - Die Regierung legt die Modalitäten für die Finanzierung und Verwaltung dieses Fonds fest.

In diesen Fonds werden vollständig eingetragen:

1° die in den Artikeln D.156 und D.159 erwähnten Beträge;

2° der Ertrag der von den regionalen sanktionierenden Beamten auferlegten und kraft Artikel D.165 3. Absatz vereinnahmten Bußen;

3° die Schenkungen und Legate;

4° die von der zuständigen Behörde gemäß Artikel D.123 des Buches I des Umweltgesetzbuches beigetriebenen Beträge.

#### TITEL VIII — Koordinierung der Kriminalpolitik im Umweltbereich

Art. D.171 - Zur Gewährleistung der koordinierten Umsetzung der Kriminalpolitik im Umweltbereich kommt die regionale Umweltverwaltung mindestens ein Mal im Jahr zusammen, mit

— den Vertretern der Gerichtshöfe und Gerichte sowie den Staatsanwaltschaften der verschiedenen Amtsbereiche der Appellationshöfe und Gerichtsbezirke;

— den Vertretern der lokalen Behörden;

— der föderalen Polizei.»

*Abschnitt II — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 3** - Artikel 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° derjenige, der über ein Gut verfügt, das am Ursprung einer von der Regierung untersagten Verschmutzungsart ist;

2° derjenige, der die Maßnahmen nicht beachtet, die im für die Qualität der Umgebungsluft beschlossenen Aktionsplan enthalten sind;

3° derjenige, der gegen die Bestimmungen verstößt, die von der Regierung beschlossen worden sind, um die Luftverschmutzung auf strukturelle Weise zu verringern; dies betrifft u.a. die Bestimmungen zur Verringerung und, in manchen Fällen, zum Verbot bestimmter Verschmutzungsarten, oder zur Regelung oder zum Verbot der Verwendung bestimmter Geräte oder Vorrichtungen, die eine Verschmutzung verursachen können;

4° derjenige, der gegen die Bestimmungen verstößt, die von der Regierung beschlossen worden sind, um die Luftverschmutzung zu verringern, wenn die Schwellenwerte betreffend die Qualität der Umgebungsluft überschritten werden.»

**Art. 4** - Artikel 17 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur Festlegung der allgemeinen Polizeiregelung für die nichtschiffbaren Wasserläufe werden durch einen neuen Artikel 17 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Art. 17 - Begehen einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, diejenigen Anwohner, Benutzer und Eigentümer von Bauwerken über Wasserläufe, die die Ablagerung auf ihren Ländereien oder ihren Grundstücken von Stoffen behindern, die dem Bett des Wasserlaufs entnommen worden sind, sowie von für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Materialien, Werkzeugen und Maschinen.

Begehen einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° die Benutzer oder Eigentümer von Bauwerken, die auf nichtschiffbaren Wasserläufen errichtet sind, und die nicht dafür sorgen, dass diese Bauwerke gemäß den ihnen von der zuständigen Behörde erteilten Anweisungen und in jedem Fall so funktionieren, dass das Wasser von Wasserläufen sich niemals über dem Pegel staut, der durch die gemäß den Anweisungen der zuständigen Behörde angebrachten Wasserstandsmarkierungen angezeigt wird, und die im Dringlichkeitsfall nicht den Befehlen Folge leisten, die das Gemeindepersonal oder ein in Artikel 22 vorliegendes Gesetz erwähnter Beamter ihnen erteilt;

2° die Bauherren, die nicht innerhalb zehn Tagen nach dem Ende der Arbeiten, die wie in Artikel 14 des vorgenannten Gesetzes vorgesehen genehmigt worden sind, oder deren Durchführung von der zuständigen Behörde vorgeschrieben worden ist, per bei der Post aufgegebenes Einschreiben oder durch jedes andere Mittel, das ein sicheres Datum verleiht, die Behörde in Kenntnis setzen;

3° derjenige, der sein entlang eines offenen Wasserlaufs gelegenes und als Weideland genutztes Land nicht so einfriedet, dass das Vieh auf dem Weideland gehalten wird, und nicht die Bestimmung beachtet, dass der Teil der Einfriedung entlang des Wasserlaufs sich auf einem Abstand von 0,75 bis 1 Meter landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufs befinden und darf nicht höher als 1,50 Meter ab dem Boden sein muss, ohne ein Hindernis für den Verkehr der bei der Ausführung der ordentlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten an den Wasserläufen benutzten Werkzeuge darzustellen, vorbehaltlich des Bestehens eines Erlasses, durch den das gesamte Gebiet einer Gemeinde von der Durchführung dieser Maßnahme befreit ist;

4° derjenige, der die Ufer, das Bett oder die Deiche eines Wasserlaufs beschädigt oder schwächt, der die Wasserläufe in irgendeiner Weise versperrt oder darin Gegenstände oder Stoffe ablegt beziehungsweise einführt, die den freien Wasserabfluss behindern, der den Geländestreifen auf einer Breite von 0,50 Metern landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufs pflügt, eggt, umgräbt oder in einer anderen Weise lockert, die im Auftrag eines Beauftragen der zuständigen Behörde oder des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums angebrachten Wasserstandspegel, Wasserstandsmarkierungen oder anderen Markierungspunkte entfernt, unkenntlich macht oder versetzt oder anders aufstellt, die infolge oben angegebener Handlungen geschaffenen Zustände aufrechterhält;

5° derjenige, der es versäumt, die Vorschriften des Verwalters des Wasserlaufs zu beachten:

— indem er keine Wasserstandspegel oder Wasserstandsmarkierungen im Bett dieses Wasserlaufs auf seine Kosten anbringt, oder den Platz oder die Anordnung der bestehenden Pegel oder Markierungen ändert;

— indem er die vom Verwalter des Wasserlaufs auferlegten Arbeiten nicht fristgerecht ausführt oder diese nicht unter Beachtung der auferlegten Bedingungen ausführt;

— indem er das vom Verwalter des Wasserlaufs auferlegte Verbot der Benutzung bestimmter Boote in bestimmten Teilen der nichtschiffbaren Wasserläufe nicht beachtet;

6° derjenige, der die Bestimmungen der Artikel 12 oder 14 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe nicht beachtet oder Arbeiten durchführt, die mit einer kraft dieser Artikel gewährten Zustimmung nicht übereinstimmen;

7° derjenige, der es versäumt, die notwendigen Instandhaltungs- oder Reparaturarbeiten auszuführen, die ihm in Anwendung von Artikel 9 obliegen.»

**Art. 5** - Artikel 63 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 63 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die Bestimmungen der Artikel 2, § 2, 2bis, 2ter, 2quater, 2quinquies, 3, § 2, 3bis, 4, § 2, 5bis, § 2 und § 3, 5ter, § 1, und die Artikel 11, 13, 24, 26, § 1, 2. Absatz, 6°, 28, 38 vorliegenden Gesetzes oder gegen in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Erlasse verstößt.

Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie derjenige, der gegen die nicht im ersten Absatz erwähnten Artikel vorliegenden Gesetzes oder gegen die nicht im ersten Absatz erwähnten Durchführungserlasse verstößt.»

**Art. 6** - Artikel 11 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° derjenige, der eine Lärmbelästigung, die die von der Regierung festgelegten Normen überschreitet, direkt oder indirekt schafft oder andauern lässt;

2° derjenige, der gegen die Bestimmungen von Erlassen verstößt, die in Ausführung vorliegenden Gesetzes verabschiedet worden sind.»

**Art. 7** - Artikel 8 des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die Artikel 4 § 1 und 5 vorliegenden Dekrets oder gegen die Erlasse zur Durchführung der genannten Bestimmungen verstößt.»

**Art. 8** - § 1 - Artikel 61 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 61 - Begehen einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches diejenigen Konzessionäre oder Beauftragten, die gegen die Vorschriften der Artikel 54 und 55 verstoßen haben.»

§ 2 - Artikel 63 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 63 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen jegliche Bestimmungen vorliegenden Dekrets, seine Durchführungserlasse, seine Regelungen, seine Vorschriften, die in Anwendung letzterer oder der Klauseln oder Bedingungen, die rechtmäßig in die Schürfgenehmigungen, Konzessionsurkunden und Lastenhefte eingefügt wurden, erstellt worden sind, dies unbeschadet des Artikels 61 vorliegenden Dekrets.»

**Art. 9** - § 1 - Artikel 28 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird wie folgt ergänzt:

«5° die Anstellung und Weiterbeschäftigung eines Bediensteten für die Vorbeugung, Ermittlung und Feststellung der Verstöße in Sachen Abfälle.»

§ 2 - Artikel 51 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 51 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die Artikel 3, § 1 und § 2, 6, 7, § 1, § 2 und § 5, 8, 10, 14, 19, § 3, und 23 vorliegenden Dekrets oder gegen die zur Ausführung dieser Artikel getroffenen Maßnahmen verstößt.»

Artikel 52 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 52 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die Verpflichtungen oder Verbote nach Artikel 8bis verstößt.»

§ 3 - Artikel 53 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 53 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der die Art eines Abfalls verbirgt. » .

§ 4 - Artikel 55 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 55 - Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die Verpflichtungen oder Verbote außer denjenigen nach Artikel 52, die durch die Artikel 5ter, 9 und 30 auferlegt sind, oder gegen die zu ihrer Ausführung getroffenen Maßnahmen verstößt.»

§ 5 - Artikel 73 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 73 - Unbeschadet der Alleinbefugnisse der Regierung bei der Ausführung vorliegenden Dekrets sind die in Artikel 42 § 1 und § 2, und in Artikel 47 § 2 vorgesehenen Anwendungsregeln diejenigen, die in Ausführung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben festgelegt worden sind, wobei das Wort "Abgabepflichtige(n)" stets durch die Wörter "Abgabepflichtige(n), Besitzer der Abfälle oder Zuwiderhandelnde(n)" zu ersetzen ist.»

§ 6 - Artikel 4 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die als Reagenzien und Zusatzmittel in Behandlungsverfahren durch Inertisierung oder Stabilisierung vor der Ablagerung in einem technischen Vergrabungszentrum benutzten Produkte sind von der Steuergrundlage ausgeschlossen.»

Artikel 27, § 2, 3° desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«3° Tourist: 1/365stel EGW pro effektive Nacht in einem in der Gemeinde befindlichen touristischen Unterkunftsbetrieb.»

In Artikel 35 § 2 1. Absatz 2° desselben Dekrets wird der Wortlaut "und es wurde gegebenenfalls eine Garantie hinterlegt" durch den Wortlaut "insbesondere diejenigen die eine Garantie erfordern, die gebildet wird," ersetzt.

Artikel 42 § 2 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Im Falle des Zurücklassens von Abfällen wird ebenfalls eine Abschrift des von einem Bediensteten im Sinne von Artikel D.139, 1° des Buches I des Umweltgesetzbuches aufgestellten Protokolls dem Amt übermittelt, wenn keine administrative Strafe in Anwendung der Titel V oder VI des Teils VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches auferlegt wird.»

**Art. 10** - § 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird wie folgt ergänzt:

«25° "Einsatzplan": die gesamten Sicherheitsmaßnahmen zur vorsorglichen Beherrschung der Bedrohung oder der Auswirkungen einer Verschmutzung, bis dass die Gefahren- oder Verschmutzungsquellen beseitigt sind, einschließlich mittels einer Bewertung der sanitären Risiken.»

§ 2 - Artikel 77 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 77 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen folgende Artikel verstößt:

- 10, § 1, oder 11 vorliegenden Dekrets;
- oder 58, § 1 vorliegenden Dekrets;
- oder 58, § 2, 4° vorliegenden Dekrets, und dadurch die Umwelt mit einer Gefahr bedroht;
- 59bis vorliegenden Dekrets.

«Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die Artikel 10, § 2, 57, 58, § 2, 1°, 2°, 4°, oder 59 vorliegenden Dekrets oder gegen die in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Durchführungserlasse verstößt.»

§ 3 - In Artikel 63 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Unbeschadet der in Artikel 61 organisierten Ausführung der Überwachungsbefugnis" durch den Wortlaut "Unbeschadet der im Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches organisierten Ausführung der Überwachungsbefugnis" ersetzt.

§ 4 - Artikel 75 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 75 - Artikel 71 ist nicht anwendbar wenn die Wiederinstandsetzung von der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft auf der Grundlage dieses Dekrets durchgeführt wird.»

**Art. 11 - § 1 -** In Buch I des Umweltgesetzbuches wird das Kapitel IV des Teils V außer Kraft gesetzt und wird das Kapitel V desselben Teils zum Kapitel IV.

Dem Titel III des Teils III desselben Buches wird ein Kapitel mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

#### «KAPITEL VI — *Strafrechtliche Bestimmungen*

Art. D.29-28 - Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie derjenige, der die Durchführung der öffentlichen Untersuchung behindert oder Elemente der einer öffentlichen Untersuchung unterliegenden Akte der Einsicht durch die Öffentlichkeit entzieht.

Für die Anwendung des Buches II, Titel IV, Kapitel IV des Strafgesetzbuches über die Bestechungsverfolgung werden die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Personen mit Personen gleichgestellt, "die mit einer öffentlichen Dienstleistung beauftragt sind".

§ 2 - Artikel D.123 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

«§ 1 - Die Gesamtheit der so beigetriebenen Beträge wird dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden" überwiesen.»

**Art. 12 -** Der Teil IV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

#### «TEIL IV — Feststellung der Verstöße und Sanktionen

##### TITEL I — *Sanktionen für die Verstöße im Bereich des Oberflächensassers*

Art. D.392 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der:

- 1° Abwasser in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen oder künstliche Abflüsse ableitet, ohne die kraft der Artikel D.156 bis D.158, D.161 bis D.166 und D.406 getroffenen Regelungen zu beachten;
- 2° ein durch Artikel D.161 festgelegtes Verbot nicht beachtet;
- 3° gegen die aufgrund Artikel D.162 festgelegten Vorschriften verstößt;
- 4° gegen eine in Ausführung von Artikel D.163 getroffene Regelung verstößt.

Art. D.393 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

- 1° derjenige, der gegen die nicht in Artikel D.392 erwähnten Bestimmungen verstößt, die von der Regierung verabschiedet wurden, um den Schutz des Oberflächenwassers und des Grundwassers gegen Verschmutzung durch das Oberflächenwasser zu gewährleisten;
- 2° derjenige, der das Oberflächenwasser entgegen einem kraft Artikel D.158 verkündeten Verbot benutzt;
- 3° derjenige, der es versucht, eine der in Artikel D.392 erwähnten Handlungen durchzuführen;
- 4° derjenige, der im Rahmen der Ausübung seines Berufs Produkte herstellt, zum Verkauf anbietet oder benutzt, die gegen eine kraft Artikel D.164 getroffene Regelung verstoßen;
- 5° derjenige, der Fäkalien aus Faul- und Sickergruben bei Drittpersonen entleert und sammelt, entweder ohne die kraft Artikel D.222 erforderliche Zulassung zu haben, oder indem er die Fäkalien auf eine in diesem Artikel verbotene Weise beseitigt;
- 6° derjenige, der ein Kraftfahrzeug, eine Maschine oder sonstige ähnliche Geräte in einem gewöhnlichen Oberflächenwasser oder in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem gewöhnlichen Oberflächenwasser reinigt, wobei Reinigungsmittel darin ablaufen könnten, ohne dass er dafür über die erforderliche Umweltgenehmigung verfügt.

Art. D.394 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

- 1° derjenige, der absichtlich Kläranlagen vernichtet oder beschädigt, und deren normale Funktion beeinträchtigt;
- 2° derjenige, der es versucht, solche Anlagen absichtlich zu vernichten oder zu beschädigen;
- 3° derjenige, der sich dazu weigert oder es versäumt, eine von der Regierung, dem Gouverneur der Provinz oder dem Bürgermeister kraft Artikel D.21 § 1 angeordnete Notmaßnahme durchzuführen.

Art. D.395 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der Auskünfte, um die er kraft der Artikel D.13 und D.165 und der kraft dieser getroffenen verordnungsrechtlichen Bestimmungen ersucht worden ist, nicht mitteilt.

Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der:

1. das Wohnhaus, das sich entlang einer bereits mit Kanalisationen ausgerüsteten Straße befindet, nicht an die Kanalisation angeschlossen hat;
2. sein Wohnhaus, das sich entlang einer Straße befindet, die vor kurzem mit Kanalisationen ausgerüstet worden ist, während der Kanalisationsarbeiten nicht angeschlossen hat;

3. nicht die vorherige schriftliche Genehmigung des Gemeindegremiums für den Anschluss seines Wohnhauses an die Kanalisation beantragt hat;

4. das ganze Regenwasser und parasitäre Sauberwasser in die Trennkanalisation in den Teilen des so ausgerüsteten Straßenabschnitts abgeleitet hat, oder das Regenwasser nicht durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Abflüsse oder Oberflächenwasser ableitet, sofern dies nicht durch oder kraft anderer Rechtsvorschriften untersagt ist;

5. ein neues Wohnhaus nicht mit einem System ausgerüstet hat, durch das das gesamte Regenwasser von dem städtischen Abwasser getrennt wird, keine Ausrüstung anbringt, die den von der Regierung verabschiedeten Bestimmungen genügt, wenn das abgeleitete Abwasser nicht in einer Klärstation behandelt wird, das städtische Abwasser nicht ausschließlich durch das Abwasserkanalnetz ableitet wenn die Klärstation in Betrieb genommen ist, die Faulgrube nicht außer Betrieb setzt, wenn die zugelassene Vereinigung für die Klärung ein entsprechendes Gutachten abgegeben hat oder die Klärgrube nicht von einem zugelassenen Entleerer entleeren lässt;

6. den Anschluss an die bestehende Kanalisation nicht binnen hundertachtzig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses einer Ablehnung der Genehmigung für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems anstelle des Kanalisationsanschlusses vorgenommen hat;

7. jedes neue Wohnhaus, das in einem Gebiet entlang einer noch nicht mit Kanalisationen ausgerüsteten Straße gebaut wird, das dem kollektiven Sanierungsverfahren unterliegt, nicht von Anfang an mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet hat, das den Bedingungen genügt, die in den Bedingungen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt sind, wenn feststeht, dass die Kosten für den Anschluss an eine künftige Kanalisation übermäßig wären;

8. jedes neue Wohnhaus oder jede Gruppe von neuen Wohnhäusern, für welches bzw. welche das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist, nicht mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet hat;

9. nicht dafür sorgt, dass die Kanalisation kein parasitäres Sauberwasser sammelt, und zwar dadurch, dass er das Wohnhaus nicht an das Abwasserkanalnetz anschließt, sobald dieses in Betrieb genommen wird, dass er ein neues Wohnhaus in Erwartung der Inbetriebsetzung des vorgesehenen Klärsystems nicht mit einer umleitbaren Faulgrube ausstattet, die mit einem Fettabscheider und ggf. mit separaten Leitungen für die Sammlung des Regenwassers und des häuslichen Abwassers versehen ist;

10. mangels der Durchführung eines kommunalen autonomen Sanierungsverfahrens die Angleichung an die geltenden Vorschriften für das Wohnhaus, für welches das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist, nicht vorgenommen hat.

## TITEL II — Sanktionen für die Verstöße im Bereich des Grundwassers

Art. D.396 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° derjenige, der gegen eine kraft der Artikel D.167 und D.173 vorliegenden Gesetzgebung getroffene Regelung oder Verbotmaßnahme verstößt;

2° derjenige, der die Abgabe oder Steuer, die er kraft vorliegenden Gesetzbuches zu zahlen hat, hinterzieht.

Art. D.397 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° derjenige, der die Auskünfte, um die er kraft der Artikel D.13 und D.176 und der kraft dieser getroffenen verordnungsrechtlichen Bestimmungen ersucht worden ist, nicht mitteilt;

2° derjenige, der gegen eine kraft Artikel D.177 getroffene Regelung oder Verbotmaßnahme verstößt.

Art. D.398 - In Abweichung von Teil VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches und von Artikel D.397 bestimmt die Regierung die durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs vorzunehmenden Überwachungsmodalitäten der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Die Regierung kann administrative Geldbußen zur Unterdrückung der Verstöße gegen diese Modalitäten festlegen.

Der Betrag der Geldbuße liegt zwischen 50 Euro und 50.000 Euro. Am 1. Januar eines jeden Jahres wird dieser Betrag automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise gebunden, der sechs Wochen vor der Indexierung gültig ist.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Anwendung und Berechnung der Strafe, sowie das Verfahren zur Festlegung der Regeln für die Zustellung des Beschlusses, dass die Strafe verhängt wird, die Modalitäten für die Zahlung dieser Strafe, sowie die Bedingungen, die dem Zuwiderhandelnden ermöglichen, seine Bemerkungen durch Anhörung geltend zu machen.

Die administrative Geldbuße wird von dem leitenden Beamten der regionalen Umweltverwaltung oder seinem Beauftragten auferlegt. Der Zuwiderhandelnde wird gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten über die administrative Strafe, der er ausgesetzt ist, benachrichtigt.

Der Zuwiderhandelnde verfügt über das Recht, gegen den Beschluss, die Geldbuße zu erheben, Einspruch zu erheben. Dieser Einspruch wird unter Androhung des Ausschlusses innerhalb des Monats der Zustellung des Beschlusses, dass die Strafe angewandt wird, mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht gemäß dem Zivilverfahren eingereicht.

Der Einspruch beim Polizeigericht ist eine Klage im Verfahren mit unbeschränkter Ermessensnachprüfung. Er hat aufschiebende Wirkung. Gegen das Urteil des Gerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

Bei Nichtzahlung der administrativen Geldbuße innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist kann sie zwangsweise beigetrieben werden. Der Zahlungsbefehl wird von dem oben erwähnten leitenden Beamten mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt. Die Regierung legt ebenfalls das Zustellungsverfahren und die anwendbaren Fristen fest. Der Zahlungsbefehl wird durch die Bestimmungen geregelt, die im fünften Teil des Gerichtsgesetzbuches über die Sicherungspfändung und das Vollstreckungsverfahren enthalten sind. Die Zahlung der Strafe beendet die Strafverfolgung.



**TITEL III — Feststellung der Verstöße und Sanktionen  
im Bereich des für den menschlichen Verbrauch bestimmtem Wassers**

Art. D.399 - Die Regierung beauftragt ein oder mehrere kraft der föderalen Gesetzgebung über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen sowie der Versuchslaboratorien akkreditierte Laboratorien mit der Durchführung der offiziellen Analysen. Sie kann Muster für die Analyseprotokolle aufstellen, die Analyse- und Gegenanalyseverfahren bestimmen, Regeln zur Verteilung der Analysen unter die Laboratorien sowie zur Finanzierung der Kosten für Analysen und Probenentnahmen festlegen.

Art. D.400 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

- 1° der Wasserversorger, der nicht die geeigneten Ratschläge im Sinne von Art. D.182 § 2 Absatz 2 gibt;
- 2° der Wasserversorger, der nicht die nach dem in Anwendung von Art. D.183 festgelegten Verfahren bestimmten Mindestmaßnahmen ergreift;
- 3° derjenige, der gegen die Bestimmungen von Art. D.184 verstößt;
- 4° der Wasserversorger, der nicht die erforderlichen Maßnahmen im Sinne von Art. D.186 2. Absatz, ergreift;
- 5° der Wasserversorger, der das jährliche Programm im Sinne von Art. D.188 § 1 nicht aufstellt oder nicht durchführt;
- 6° der Wasserversorger, der die Wirksamkeit der Behandlung nach Art. D.188 § 1 Abs. 3 nicht kontrolliert;
- 7° der Wasserversorger, der die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, nicht informiert und die Untersuchung gemäß Art. D.190 § 1 nicht vornimmt, der die in Art. D.190 § 2 vorgesehenen Abhilfemaßnahmen nicht trifft, der die in Art. D.190, § 3, 1. Absatz, vorgesehenen Maßnahmen nicht trifft;
- 8° der Wasserversorger, der die Verbraucher in Anwendung von Art. D.192 § 2 nicht informiert;
- 9° der Wasserversorger, der die betroffene Bevölkerung über die Bestimmungen von Art. D.182 § 2 1. Absatz, nicht informiert;

Art. D.401 - Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

- 1° der Abonent, der die Bestimmungen von Art. D.182 § 3 nicht beachtet;
- 2° der Eigentümer einer Hausinstallation, die nicht gemäß Art. D.187 § 3 zertifiziert wäre;
- 3° die Privatperson, der den Zugang zu ihrer Hausinstallation gemäß Art. D.189 nicht zulässt;
- 4° wer außer den in vorliegendem Gesetzbuch vorgesehenen oder vom Wasserversorger erlaubten Fällen Wasser dem öffentlichen Versorgungsnetz entnimmt;
- 5° der Wasserversorger, der seine Verpflichtungen gemäß Art. D.187 § 4 nicht einhält;
- 6° der Wasserversorger, der die Verbraucher nicht über die Lage und ggf. über die im Rahmen von Art. D.190 § 2 3. Absatz, getroffenen Abhilfemaßnahmen unterrichtet;
- 7° der Wasserversorger, der die Verbraucher gemäß Art. D.190 § 3 2. Absatz, nicht informiert oder berät;
- 8° der Wasserversorger, der die gemäß Art. D.190 § 3 3. Absatz, zu treffenden Maßnahmen nicht beschließt oder mitteilt;
- 9° der Wasserversorger, der die in Art. D.191 vorgesehene zugelassene Prüfstation nicht informiert;
- 10° der Wasserversorger, der die in Art. D.193 § 2 vorgesehene Information nicht vornimmt.

**TITEL IV — Sanktionen für die Verstöße im Bereich der durch Ableitung  
und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden**

Art. D.402 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen die in Artikel D.328 vorgesehen Beitragspflicht und die kraft dieses Artikels getroffenen verordnungsrechtlichen Bestimmungen verstößt.

**TITEL V — Feststellung der Verstöße und Sanktionen im Bereich der Tarifierung**

Art. D.403 - Im Falle der Versorgung eines Benutzers mit einem Wasser, das den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen nicht entspricht, einer unregelmäßigen Versorgung unter den von den Wallonischen Regierung bestimmten Umständen, einer Unterbrechung oder Einstellung des Dienstes außerhalb der in Art. D.203 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Bedingungen, wird die nächste Rechnung, die dem Kunden zugestellt wird, der diesen Fehler erlitten hat, um einen Betrag vermindert, der nach der folgenden Formel berechnet wird:

$$A \times B \times C$$

wobei:

A = der fakturierte Verbrauch

B = die Anzahl Tage, während denen der Fehler aufgetreten ist

C = der zum Zeitpunkt der Fakturierung geltende Tarifbetrag der ersten Verbrauchstranche.

Art. D.404 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

- 1° der Wasserversorger, der keinen Zähler installiert;
- 2° der Wasserversorger, der die Tarifierung auf der Grundlage von nach den jährlichen Verbrauchsvolumen eingeteilten Tranchen gemäß Art. D.228 nicht anwendet;

3° der Wasserversorger, der den in Art. D.444 vorgesehenen Betrag der Gebühr nicht anpasst;

4° der Wasserversorger, der die Bestimmungen in Sachen Fakturierung und Beitreibung des Wasserverbrauchs gemäß Art. D.228, D.230 und D.232 nicht beachtet;

5° der Wasserversorger, der in Fällen, die in den Artikeln D.194 bis D.209, D.228 bis D.233, D.403 bis D.405, D.443 und D.444 nicht vorgesehen sind, den Dienst einseitig kündigt;

6° der Benutzer, der die Beschlüsse und Anweisungen des Wasserversorgers, durch die der Verbrauch von Wasser bei Dürre, im Falle von technischen Zwischenfällen oder von Zwischenfällen in Zusammenhang mit der Qualität des Wassers nicht beachtet;

7° der Abonent oder Benutzer, der die in Art. D.204 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen nicht beachtet.

Art. D.405 - Die örtliche Zuständigkeit der gerichtlichen Instanzen, denen die Streitfälle in Zusammenhang mit der Anwendung der Artikel D.194 bis D.209, D.228 bis D.233, D.403 bis D.405, D.443 und D.444 und der kraft dieser Artikel verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen unterbreitet werden, wird aufgrund der Regeln des Gerichtsgesetzbuches bestimmt.

#### TITEL VI — Sanktionen für die Verstöße im Bereich der Erhebung und Zahlung der Abgaben

Art. D.406 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der die in Artikel D.275 bis D.313 und D.318 erwähnte Abgabe ganz oder teilweise hinterzieht oder versucht, zu hinterziehen.

#### TITEL VII — Sanktionen für die Verstöße im Bereich des Sozialfonds für Wasser

Art. D.407 - Im Falle der Nichtbeachtung der in Artikel D.239 angeführten Verpflichtung schuldet der Wasserversorger der S.P.G.E. einen Betrag in Höhe von 0,0250 Euro/m<sup>3</sup> fakturiertes Wasser, für den keine Abgabe angewandt worden ist.

#### TITEL VIII — Sanktionen für die Verstöße im Bereich der nichtschiffbaren Wasserläufe

Art. D.408 - Begehen einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, diejenigen Anwohner, Benutzer und Eigentümer von Bauwerken über Wasserläufe, die die Ablagerung auf ihren Ländereien oder ihren Grundstücken von Stoffen behindern, die dem Bett des Wasserlaufs entnommen worden sind, sowie von für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Materialien, Werkzeugen und Maschinen.

Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° der Benutzer oder Eigentümer eines Bauwerks, das auf einem nichtschiffbaren Wasserlauf errichtet ist, und der nicht dafür sorgt, dass dieses Bauwerk gemäß den ihm von dem Betreiber erteilten Anweisungen und in jedem Fall so funktioniert, dass das Wasser des Wasserlaufs sich niemals über dem Pegel staut, der durch die gemäß den Anweisungen des Betreibers angebrachten Wasserstandsmarkierung angezeigt wird, und der im Dringlichkeitsfall nicht den Befehlen Folge leistet, die der Betreiber des Wasserlaufs ihm erteilt;

2° derjenige, der sein entlang eines offenen Wasserlaufs gelegenes und als Weideland genutztes Land nicht so einfriedet, dass das Vieh auf dem Weideland gehalten wird, und nicht die Bestimmung beachtet, dass der Teil der Einfriedung entlang des Wasserlaufs sich auf einem Abstand von 0,75 bis 1 Meter landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufs befinden und darf nicht höher als 1,50 Meter ab dem Boden sein muss, ohne ein Hindernis für den Verkehr der bei der Ausführung der ordentlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten an den Wasserläufen benutzten Werkzeuge darzustellen, vorbehaltlich des Bestehens eines Erlasses, durch den das gesamte Gebiet einer Gemeinde von der Durchführung dieser Maßnahme befreit ist;

3° derjenige, der die Ufer, das Bett oder die Deiche eines Wasserlaufs beschädigt oder schwächt, der die Wasserläufe in irgendeiner Weise versperrt oder darin Gegenstände oder Stoffe ablegt beziehungsweise einführt, die den freien Wasserabfluss behindern, der den Geländestreifen auf einer Breite von 0,50 Metern landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufs pflügt, eggt, umgräbt oder in einer anderen Weise lockert, die im Auftrag eines Beauftragten des Betreibers angebrachten Wasserstandspegel, Wasserstandsmarkierungen oder anderen Markierungspunkte entfernt, unkenntlich macht oder versetzt oder anders aufstellt, die infolge oben angegebener Handlungen geschaffenen Zustände aufrechterhält;

4° derjenige, der es versäumt, die Vorschriften des Verwalters des Wasserlaufs zu beachten:

— indem er keine Wasserstandspegel oder Wasserstandsmarkierungen im Bett dieses Wasserlaufs auf seine Kosten anbringt, oder den Platz oder die Anordnung der bestehenden Pegel oder Markierungen ändert;

— indem er die vom Verwalter des Wasserlaufs auferlegten Arbeiten nicht fristgerecht ausführt oder diese nicht unter Beachtung der auferlegten Bedingungen ausführt;

— indem er das vom Verwalter des Wasserlaufs auferlegte Verbot der Benutzung bestimmter Boote in bestimmten Teilen der nichtschiffbaren Wasserläufe nicht beachtet;

5° derjenige, der es versäumt, die notwendigen Instandhaltungs- oder Reparaturarbeiten auszuführen, die ihm in Anwendung von Artikel D.39 Absatz obliegen.

## TITEL IX — Sanktionen für Verstöße im Bereich der Wasserstraßen

Art. D.409 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches:

1° derjenige, der ohne Umwelterklärung oder -genehmigung im Sinne von Artikel D.51 vorliegenden Gesetzbuches oder ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers die Grenze des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen überschritten hat oder eine in Artikel D.51 vorliegenden Gesetzbuches erwähnte Handlung oder jede sonstige Handlung ausgeführt hat, die einen Verstoß gegen die Unversehrtheit dieses Netzes darstellt oder darstellen kann;

2° derjenige, der Baustoffe gestohlen hat, die zwecks Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen gelagert wurden;

3° derjenige, der ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers und in einer Art und Weise, die der Zweckbestimmung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen nicht entspricht, die Gesamtheit oder einen Teil des öffentlichen Netz der Wasserstraßen besetzt hat;

4° derjenige, der ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsaktivitäten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen organisiert hat;

5° derjenige, der eine Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsaktivität auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen ausübt, ohne dabei die von der Wallonischen Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten;

6° derjenige, der ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Werbetafeln oder jegliche Werbung auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen anbringt;

7° die Eigentümer, Mieter oder Nutzer von in durch den Betreiber bezeichneten Überschwemmungstälern gelegenen Grundstücken, die es bei Hochwasser unterlassen, alle gelagerten Materialien oder landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu entfernen, welche Gefahr laufen, durch das Hochwasser weggeschwemmt zu werden und die Zerstörung oder die Beschädigung der auf diesen Wasserstraßen vorläufig oder endgültig errichteten Kunstbauwerke zu verursachen;

8° derjenige, der die Lebensfähigkeit des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen oder der auf der genannten Wasserstraße errichteten Bauwerke, Einrichtungen, Anpflanzungen gefährdet, indem er ein Wasserfahrzeug steuert, ohne seine Fahrweise an die Gegebenheiten des genannten Netzes oder an die Anweisungen der in Artikel D.425 Absatz 1 genannten Beamten anzupassen.»

Artikel D.442 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Artikel D.408 tritt gleichzeitig mit Artikel D.39 2. Absatz, in Kraft.»

**Art. 13** - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird ein Artikel L1216-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. L1216-3 - Die Bediensteten der Gemeinde oder von Interkommunalen, die eine Aufgabe im Bereich der Abfallverwaltung oder der Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs erfüllen, können gerichtspolizeiliche Aufträge mit regionalem Charakter in Übereinstimmung mit vorliegendem Kodex gewährleisten.

In Anwendung des Artikels 6 § 1 VIII, 1°, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen können diese kommunalen Bediensteten vom Gemeinderat zu diesem Zweck bestimmt werden.

Die Ausführung dieses Auftrags darf die Ausübung der Aufgaben mit kommunalem Charakter nicht in Gefahr bringen.

Die oben genannten Bediensteten unterliegen weiterhin ihrem jeweiligen verwaltungsmäßigen, Besoldungs- und gewerkschaftlichen Statut bei der Ausübung ihrer regionalen Aufgabe.»

**Art. 14** - In das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd, wird ein Artikel 25 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25 - Verstöße gegen vorliegendes Gesetz sind Gegenstand entweder strafrechtlicher Verfolgungen, oder eines Vergleichs, oder aber einer administrativen Geldbuße gemäß den Titeln V bzw. VI des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches, es sei denn die Staatsanwaltschaft möchte die Befugnisse, die ihr durch die Artikel 216bis et 216ter des Strafprozessgesetzbuches gewährt werden, anwenden, oder wendet sie an, oder in den in Artikel 120 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Annahmen.

Bei der Anwendung derselben Titel V und VI werden die Verstöße gegen vorliegendes Gesetz mit Verstößen der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches gleichgestellt, mit Ausnahme der Verstöße gegen Artikel 1quater, 2bis, 2ter, 3, 6, 12, 12bis oder 12ter, die mit Verstößen der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches gleichgestellt werden.

**Art. 15** - Artikel 29 des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei wird folgendermaßen ergänzt:

«Verstöße gegen vorliegendes Gesetz sind Gegenstand entweder strafrechtlicher Verfolgungen, oder eines Vergleichs, oder aber einer administrativen Geldbuße gemäß den Titeln V bzw. VI des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches, es sei denn die Staatsanwaltschaft möchte die Befugnisse, die ihr durch die Artikel 216bis et 120ter des Strafprozessgesetzbuches gewährt werden, anwenden, oder wendet sie an, oder in den in Artikel des Forstgesetzbuches vorgesehenen Annahmen.

Bei der Anwendung derselben Titel V und VI werden die Verstöße gegen vorliegendes Gesetz mit Verstößen der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches gleichgestellt.»

**Art. 16** - Folgende Bestimmungen werden außer Kraft gesetzt:

- die Artikel 6 bis 9 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;
- die Artikel 47, 59 bis 62 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;
- die Artikel 9 und 10 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;
- die Artikel 58, 60, 62, 64 und 66 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben;
- die Artikel 45 bis 50, 54, 55*bis*, 56 bis 59 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- die Artikel 61, 62, 74, 76 und 78 bis 80 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

**Art. 17** - Vorliegendes Dekret tritt am von der Regierung festgelegten Datum in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 9 § 6 der zehn Tage nach der Veröffentlichung vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Juni 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2007-2008*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 771 (2007-2008) Nrn. 1, 1*bis* bis 14.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 28. Mai 2008

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2044

[2008/202169]

#### 5 JUNI 2008. — Decreet betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt de vastlegging van de bepalingen betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu.

Afdeling I - Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 2.** Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een deel VIII, luidend als volgt :

« DEEL VIII. — Opsporing, vaststelling, vervolging en beteugeling van milieuovertredingen en herstelmaatregelen inzake leefmilieu

#### TITEL 1. — Algemene bepalingen

Art. D.138. Dit deel bevat de bepalingen inzake toezicht, dwangbevel en straffen die nodig zijn voor de toepassing van de volgende wetten en decreten, alsook van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten :

- de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;
- de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;
- de wet van van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;
- het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen;
- het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- het Milieuwetboek, met inbegrip van dit Boek en van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

De titels V en VI van dit deel zijn toepasselijk op de wet van 28 februari 1882 op de jacht en op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Art. D.139. Er wordt verstaan onder :

1° "personeelslid" : het statutaire of contractuele personeelslid aangewezen :

— hetzij door de Regering, overeenkomstig artikel D.140, § 1;

— hetzij door een instelling van openbaar nut inzake leefmilieu, overeenkomstig artikel D.140, § 2;

— hetzij door de gemeenteraad, overeenkomstig artikel D.140, § 3;

2° "waarschuwing" : aanmaning waarbij een termijn wordt opgegeven;

3° "Waterwetboek" : Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

4° "sanctionerend ambtenaar" : de ambtenaar aangewezen om de administratieve boetes toe te passen; de gewestelijke sanctionerend ambtenaar wordt door de Regering aangewezen; de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar wordt door de gemeenteraad aangewezen; de provinciale sanctionerend ambtenaar wordt door de gemeenteraad op de voordracht van de provincieraad aangewezen;

5° "overtreding" : elke misdaad, elk misdrijf en elke inbreuk bepaald bij de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138;

6° "Dienst" : de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen) in de zin van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

7° "interventieplan" : het geheel van de veiligheidsmaatregelen waarmee de dreiging of de gevolgen van een vervuiling bedwongen kunnen worden (bewardend beslag) tot de gevaar- of vervuiliingsbronnen drooggelegd zijn, met inbegrip van een inschatting van de sanitaire risico's;

8° "SPAQuE" : de "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

## TITEL II. — Opsporing en vaststelling van de overtredingen

### HOOFDSTUK I. — Personeelsleden belast met gerechtelijke politieopdrachten

Art. D.140. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, wijst de Regering de personeelsleden aan die zullen toezien op de naleving van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138 en van de regelgevende bepalingen die krachtens die wetten en decreten genomen worden.

De bevoegdheden van gerechtelijke politie kunnen slechts door beëdigde personeelsleden uitgeoefend worden. De personeelsleden leggen de eed af voor de rechbank van eerste aanleg van hun administratieve verblijfplaats. De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg van het ambtsgebied waar het personeelslid zijn functie moet uitoefenen.

In geval van wijziging van hun verblijfplaats zijn ze niet gehouden tot een nieuwe eedaflegging.

De gewestelijke milieuadministratie beschikt over een wacht- en noodinterventiedienst die alle dagen van het jaar 24 uur op 24 werkt.

§ 2. De Regering kan ervoor zorgen dat een instelling van openbaar nut inzake leefmilieu in het kader van haar maatschappelijk doel personeelsleden aanwijst om toe te zien op de naleving van de relevante bepalingen van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, en van de regelgevende bepalingen die krachtens die wetten en decreten genomen worden.

Die personeelsleden moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° geen strafrechtelijke veroordeling opgelopen hebben;

2° beschikken over minstens :

— hetzij een getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs;

— hetzij een getuigschrift van het lager middelbaar onderwijs en een nuttige ervaring voor de uitoefening van de functie (vijf jaar) in dienst van een gemeente of een intercommunale;

3° voldoen aan de door de Regering gestelde vormingsvoorwaarden.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheden toegewezen aan de burgemeester en de plaatselijke politie, kan de gemeenteraad in het kader van opdrachten met een regionaal karakter personeelsleden (gemeentelijke, intergemeentelijke en i.v.m. projectverenigingen) aanwijzen overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie; die personeelsleden zullen toezien op de naleving van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, en van de regelgevende bepalingen die krachtens die wetten en decreten genomen worden en de overtredingen vaststellen. Die personeelsleden moeten voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 2, tweede lid.

Een gemeentelijk personeelslid kan belast worden met de controle op de naleving van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, en met de vaststelling van de overtredingen op het grondgebied van de gemeenten die deel uitmaken van dezelfde politiezone, voor zover de betrokken gemeenten daartoe een overeenkomst hebben gesloten.

§ 4. De Regering kan binnen de perken van de beschikbare kredieten een toelage toekennen indien een intercommunale of een projectvereniging daarom verzoekt met het oog op de indienstneming of de handhaving van de indienstneming van een personeelslid.

Art. D.141. De personeelsleden stellen de overtredingen vast bij proces-verbaal dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel wordt bewezen.

Dat proces-verbaal wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder overgemaakt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding of na afloop van de termijn bedoeld in artikel D.148, § 1. Dat proces-verbaal en een bewijs van de verzending van het aangetekend schrijven naar de overtreder worden binnen dezelfde termijn aan de procureur des Konings overgemaakt.

Het personeelslid kan, indien hij het wenst, in de opgemaakte verslagen en processen-verbaal aan de procureur des Konings voorstellen dat toepassing gemaakt wordt van de artikelen 216bis en 216ter van het Wetboek van strafvordering. In voorkomend geval vermeldt hij het bedrag van de analyse- of expertisecosten.

Art. D.142. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, worden de controle op de naleving van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, en de vaststelling van de overtredingen gezamenlijk verricht door de personeelsleden bedoeld in artikel D.140.

Art. D.143. De personeelsleden mogen het optreden van de openbare macht vorderen in de uitoefening van hun opdracht.

HOOFDSTUK II. — *Onderzoeksmiddelen*

Art. D.144. De Regering kan bepalingen i.v.m. de modaliteiten van het onderzoek vastleggen voor alle of sommige categorieën van installaties en activiteiten bedoeld in de wetgevingen opgenomen in artikel D.138.

Art. D.145. Onverminderd hun voor het overige vastgelegde inspectietaken mogen de personeelsleden in de uitoefening van hun opdrachten elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen binnentreden, behalve als het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen die personeelsleden er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter.

Art. D.146. In de uitoefening van hun opdracht kunnen de personeelsleden :

1° alle onderzoeken, controles, enquêtes uitvoeren en alle gegevens inwinnen die nuttig geacht worden om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid, nageleefd worden en o.a. :

a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;  
b. zich ter plaatse elk document, stuk of bewijsstuk laten overleggen of opsporen dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht, er een fotokopie of een ander afschrift van maken, of tegen ontvangstbewijs meenemen;  
c. de identiteit van elke overtreder controleren;

2° monsters nemen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;

3° analyses laten maken volgens de regels bepaald overeenkomstig artikel D.147. In geval van monsterneming met het oog op een analyse wordt de overtreder er onmiddellijk op gewezen dat hij de mogelijkheid heeft om een tegenanalyse te laten uitvoeren op zijn kosten. Indien uit het analyseprotocol blijkt dat een overtreding werd begaan, wordt overeenkomstig artikel D.141 proces-verbaal opgemaakt;

4° de voor het vervoer gebruikte voertuigen aanhouden, hun lading controleren;

5° elke bewarende maatregel nemen met het oog op de overlegging van het bewijs, meer bepaald gedurende een maximumtermijn van tweeenzeventig uren :

a. verbieden voorwerpen te verplaatsen of de inrichtingen of installaties verzegelen waar mogelijk een overtreding werd begaan;

b. de vervoermiddelen en andere tuigen die gediend zouden kunnen hebben om een overtreding te begaan aanhouden, tot stilstand brengen of verzegelen;

6° in de aanwezigheid van de betrokkene of van de behoorlijk opgeroepen betrokkene, de toestellen en voorzieningen in overtreding met de bepalingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid, uittesten of laten uittesten door erkende personen, laboratoria of openbare en private instellingen;

7° zich door technische deskundigen laten bijstaan;

8° administratieve politimaatregelen nemen om milieuvervuilende voorwerpen uit het verkeer te kunnen halen;

9° onverminderd artikel D.145, de voorwerpen opsporen tot waar ze naartoe vervoerd werden en er beslag op leggen.

Art. D.147. De Regering bepaalt de regels voor de erkenning van de laboratoria die met de officiële analyses belast worden.

Ze kan modellen van analyseprotocollen vastleggen, analyse- en tegenanalysemethodes bepalen, regels vastleggen voor de verdeling van de analyses onder de laboratoria, alsook voor de financiering van de kostprijs van de analyses en monsternemingen.

Indien de algemene, sectorale, bijzondere of integrale voorwaarden voorzien in regels m.b.t. de analyse- en monsternemingsmethodes of indien de Regering er los daarvan opgelegd heeft, moeten de monsternemingen, analyses en tegenanalyses aan die regels voldoen.

HOOFDSTUK III. — *Dwingende maatregelen*

Art. D.148. § 1. In geval van overtreding kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel D.140 een waarschuwing richten aan de vermoedelijke overtreder of aan de eigenaar van het goed waar ze begaan werd of waar het feit dat ten grond ligt aan de overtreding ontstaan is, en een regularisatietermijn vastleggen.

Als de waarschuwing schriftelijk wordt gericht, wordt ze binnen veertien dagen schriftelijk bevestigd door de auteur ervan.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in artikel D.140 geven elkaar onverwijld kennis van de waarschuwingen waarvan ze de auteur zijn en maken na afloop van de regularisatietermijn verslag op.

Art. D.149. § 1. Indien proces-verbaal is opgemaakt na een overtreding van de decreten en wetten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, kan de burgemeester, onverminderd de acties waarin genoemde decreten en wetten voorzien, op basis van het verslag van het personeelslid :

1° bevel geven tot de volledige of gedeeltelijke opheffing van een exploitatie of een activiteit;

2° de toestellen verzegelen en, desnoods, overgaan tot de onmiddellijke tijdelijke sluiting van de installatie;

3° de verantwoordelijke van voornoemde installatie, exploitatie of activiteit een interventieplan opleggen of hem verplichten binnen een bepaalde termijn een herstel- of saneringsplan in te dienen en, desgevallend, ten gunste van het Gewest een zekerheid te stellen volgens één van de modaliteiten bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om het herstel te waarborgen;

4° elke andere nuttige maatregel nemen om een einde te maken aan een dreiging voor het leefmilieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens.

§ 2. Indien de burgemeester niet optreedt binnen vijftien dagen, met ingang van de datum van verzending van het verslag bedoeld in § 1, of als het gevaar zo dreigend is dat de minste vertraging een risico inhoudt voor het leefmilieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, beschikken de personeelsleden bedoeld in artikel D.140, § 1, over dezelfde voorrechten als de burgemeester.

§ 3. De overeenkomstig § 1, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven zodra de administratieve vergunning die nodig is voor de exploitatie of de activiteit toegekend wordt of zodra de aangifte of de registratie die nodig is voor de exploitatie of de activiteit door de bevoegde overheid ontvankelijk is verklaard.

§ 4. Indien de overtreder verzuimt binnen de vastgelegde termijn een herstel- of saneringsplan in te dienen of er de voorwaarden niet vervult, kan de burgemeester of, desgevallend, de Regering ambtshalve ten koste van de overtreder tot het herstel laten overgaan.

§ 5. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn neemt, kan de Regering of haar afgevaardigde, ambtshalve of op verzoek van de burgemeester, de « SPAQuE » belasten met de uitvoering van het herstel ambtshalve, waarbij de kosten door de overtreder gedragen worden. Bovendien kan de Regering of haar afgevaardigde eisen dat de overtreder een zekerheid stelt overeenkomstig artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De Regering of haar afgevaardigde verwittigt de persoon of personen die een zekerheid moeten stellen bij aangetekend schrijven en wijst ze op het bedrag en de mogelijke wijzen van betaling.

Indien binnen acht dagen geen zekerheid gesteld wordt, laat de Regering of haar afgevaardigde een opdracht tot betaling binnen vierentwintig uur aan de overtreder betekenen, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het stellen van een zekerheid vormt geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de termijn van de opdracht tot betaling kan de Regering of haar afgevaardigde laten overgaan tot een inbeslagneming, die uitgevoerd wordt op de wijze waarin het Gerechtelijk wetboek voorziet.

Art. D.150. Er kan beroep bij de Regering ingesteld worden door de bestemmelingen van elke beslissing aangenomen overeenkomstig artikel D.149, § 1, of D.149, § 2.

Op straffe van nietigheid wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de Regering ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De Regering betekent haar beslissing binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van verzending van het verzoekschrift.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn voorgeschreven in het vorige lid wordt de beslissing die het voorwerp van het beroep heeft uitgemaakt geacht bevestigd te zijn.

### TITEL III. — *Strafbepalingen*

Art. D.151. § 1. De overtredingen van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, worden in vier categorieën ingedeeld.

De overtredingen van eerste categorie worden gestraft met een gevangenisstraf van tien tot vijftien jaar en met een boete van minimum 100.000 euro en maximum 10.000.000 euro of met slechts één van beide straffen.

De overtredingen van tweede categorie worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een boete van minimum 100 euro en maximum 1.000.000 euro of met slechts één van beide straffen.

De overtredingen van derde categorie worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een boete van minimum 100 euro en maximum 100.000 euro of met slechts één van beide straffen.

De overtredingen van vierde categorie worden gestraft met een boete van minimum 1 euro en maximum 1.000 euro.

§ 2. De overtredingen van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138 zijn het voorwerp van strafvervolgingen, tenzij het openbaar ministerie overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem krachtens de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Gerechtelijk Wetboek toegewezen worden. De overtredingen van tweede, derde en vierde categorie kunnen beurtelings het voorwerp uitmaken van hetzij een schikking, hetzij een administratieve boete.

Art. D.152. De straffen kunnen op het dubbele van het maximum gebracht worden indien een nieuwe overtreding wordt begaan binnen een termijn van drie jaar, die ingaat op de datum van een vroegere veroordeling wegens een overtreding van dezelfde wet of hetzelfde decreet, zoals bedoeld in artikel D.138, eerste lid, uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Bovendien mag de minimale strafboete in dat geval niet lager zijn dan het drievoudige van het minimum.

Art. D.153. De overtredingen van eerste categorie vereisen de volgende bestanddelen :

- 1° een materieel element dat aanleiding zou hebben gegeven tot een overtreding van tweede categorie;
- 2° een moreel element waardoor de overtreding opzettelijk en met de wil schade te berokkenen werd begaan;
- 3° een materieel element waardoor de gezondheid van de mens in gevaar werd of zou kunnen worden gebracht.

Art. D.154. Krachtens de wetgevingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid, wordt een overtreding van tweede categorie begaan door :

1° degene die zich verzet of de dwingende maatregelen bedoeld in artikel D.149, § 1, 1° en 2°, overtreedt of de bij artikel D.149, § 1, 3°, bepaalde maatregelen niet in acht neemt;

2° degene die zich verzet of de opdrachten van de personeelsleden belemmert;

3° degene die zich verzet of de herstelmaatregelen belemmert die krachtens de artikelen D.156 tot D.158 door de rechter uitgesproken worden.

Art. D.155. § 1. Indien de exploitant een rechtspersoon is die het voorwerp heeft uitgemaakt van een opheffing, een concordaat of een faillissement en die gecontroleerd was door één of verschillende andere rechtspersonen in de zin van de artikelen 5 en volgende van het Wetboek van vennootschappen of die een consortium vormen in de zin van artikel 10 van het Wetboek van vennootschappen, moet (en) de moedervernootschap(pen) die het consortium vormt (vormen) in de plaats van de niet-verschenen exploitant instaan voor de strafboetes, de administratieve boetes, de transactiemaatregelen, de dwingende maatregelen bedoeld in de artikelen D.148 tot D.150 of voor de herstelmaatregelen bedoeld in de artikelen D.156 tot D.158.

§ 2. De rechter kan bevelen dat het veroordelingsvonnis op de kosten van de veroordeelde bekendgemaakt wordt volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

§ 3. Indien de veroordeelde binnen tien jaar na een uitvoerbare veroordeling wegens een overtreding begaan in de uitoefening van zijn beroep in dezelfde context opnieuw een overtreding begaat, kan de rechter hem verbieden persoonlijk of via een tussenpersoon een bepaalde beroepsactiviteit uit te oefenen.

Het verbod tot uitoefening van de beroepsactiviteit kan voor een periode van één tot vijf jaar opgelegd worden.

### TITEL IV. — *Herstelmaatregelen die door de rechter uitgesproken kunnen worden*

Art. D.156. De rechter kan de overtreder veroordelen tot het storten van een som geld gelijk aan de kosten die de gemeente of het Gewest gemaakt heeft om het schaderisico of de door de overtreding aan het milieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, gerichte schade te voorkomen, te beperken, te verhelpen of om er een einde aan te maken. Hij moet die som storten aan de gemeente of aan het bij artikel D.170 opgericht "Fonds pour la Protection de l'Environnement, (Fonds voor de Bescherming van het Leefmilieu), afdeling "incivilités environnementales" (onburgerlijk gedrag inzake het leefmilieu). Die bepaling belet een betrokken overheid niet om voor het gerecht schadevergoeding te vorderen, inclusief via een burgerlijke boete.

Art. D.157. § 1. Onverminderd de artikelen D.158 en D.163, kan de rechter, op verzoek van de Waalse Regering of van de gewestelijke administratie of van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding werd begaan, binnen de door hem bepaalde termijn opdracht geven tot hetzij de uitvoering van inrichtingswerken, hetzij het herstel van de plaats in haar vorige staat of in een staat waarin ze geen gevaar meer vertoont of geen hinder meer vormt voor het leefmilieu of de gezondheid van de mens.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek, kan de rechter, wanneer de plaats niet hersteld wordt of de werken niet uitgevoerd worden binnen de voorgeschreven termijn, bevelen dat de Regering of, via delegatie, de gewestelijke milieuadministratie of de burgemeester ambtshalve laat overgaan tot de uitvoering ervan.

De veroordeelde wordt gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de overheid die voor de uitvoering heeft gezorgd.

§ 2. De rechter kan de overtreder veroordelen tot :

1° de overlegging, op zijn kosten, van een studie om de geschikte veiligheids- of herstelmaatregelen te bepalen;

2° de uitvoering van maatregelen om de bevolking of het milieu tegen de veroorzaakte hinder te beschermen. Hij kan ook opdracht geven tot de uitvoering van werken waardoor de hinder verminderd of teniet gedaan wordt of waardoor de plaats ontoegankelijk gemaakt wordt;

3° de stillegging van elke exploitatie, gedurende de door hem bepaalde termijn, op de plaats waar de overtreding werd begaan.

§ 3. De rechter kan bevelen dat de veroordeelde, op straffe van een dwangsom, binnen acht dagen na de datum waarop de veroordeling definitief is geworden ten gunste van de Regering een zekerheid stelt volgens de modaliteiten van artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ten belope van een bedrag gelijk aan de geraamde kostprijs van de bevolen maatregelen.

§ 4. Bij niet nakoming van de door de rechter voorgeschreven verplichtingen kan de Dienst, de Regering of, via delegatie, de gewestelijke milieuadministratie, alsook het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding werd begaan, zorgen voor de uitvoering ervan en de desbetreffende kosten invorderen zoals vermeld in § 1.

§ 5. De griffier van de burgerlijke of strafrechtbank bezorgt het personeelslid dat de overtreding heeft vastgesteld en, in voorkomend geval, het gemeentecollege, een afschrift van de verzoekschriften of van de dagvaardingen tot verschijning voor de feitenrechter, zowel in eerste aanleg als in beroep, betreffende overtredingen bedoeld in § 1 en in § 4.

§ 6. De vonnissen en arresten waarin toepassing van dit artikel wordt gemaakt, worden door de griffier van de rechtbank tegelijkertijd aan de gewestelijke milieuadministratie en, in voorkomend geval, aan het gemeentecollege, alsook aan de veroordeelde overgemaakt.

Art. D.158. In afwijking van artikel D.157 kan de rechter, in geval van overtreding van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, opdracht geven tot :

a. het weghalen, binnen de door hem bepaalde termijn, van beplantingen uitgevoerd en van naaldbomen behouden in overtreding van artikel 56 na afloop van de termijn bepaald bij artikel 57 van genoemde wet;

b. het herstel van de plaats binnen de door hem bepaalde termijn, wat betreft de draineergrachten gedolven in overtreding van artikel 58 van dezelfde wet;

c. het herstel van de plaats binnen de door hem bepaalde termijn, wat betreft de schade die aan natuureservaten is toegebracht in overtreding van artikel 11 van dezelfde wet;

d. het herstel van de plaats binnen de door hem bepaalde termijn, wat betreft de schade die aan het leefmilieu is toegebracht in overtreding van artikel 58bis of 58ter van dezelfde wet.

In geval van niet-uitvoering kan de rechter bevelen dat de diensten van de door de Regering aangewezen bevoegde administratie daarvoor zorgen op de kosten van de veroordeelde.

#### TITEL V. — *Eventueel verval van de strafvordering mits overeenkomst*

Art. D.159. § 1. Er kan een overeenkomst voorgesteld worden :

1° indien het feit de anderen geen rechtstreekse schade heeft toegebracht;

2° mits toestemming van de overtreder.

Bij de vaststelling van één van de overtredingen vermeld in § 2 van dit artikel kan een som geïnd worden, hetzij onmiddellijk, hetzij binnen een termijn van vijf kalenderdagen.

Indien mogelijk verplicht het personeelslid de overtreder ertoe de plaats in haar vorige staat te herstellen of in een staat waarin ze geen gevaar meer vertoont of geen hinder meer vormt voor het leefmilieu of de gezondheid van de mens.

In voorkomend geval vermeldt hij het bedrag van de gemaakte analyse- of expertisecosten. De Regering bepaalt het bedrag van die som, dat niet hoger mag zijn dan het maximumbedrag van de boete bedoeld in artikel D.151, § 1, voor die overtreding, niet verhoogd met opcentiemen, alsook de inningsmodaliteiten.

De personeelsleden worden belast met de toepassing van dit artikel en van de maatregelen genomen ter uitvoering ervan, net zoals de ambtenaren, wachters en personeelsleden bedoeld in artikel 24 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht voor wat betreft de overtredingen van die wet en de personeelsleden en boswachters voor wat betreft de overtredingen van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

§ 2. De overtredingen bedoeld in dit artikel zijn :

1° de verbranding van huisafval in de openlucht of in installaties die niet voldoen aan de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verbranding van droge natuurlijke afval afkomstig van bossen, velden en tuinen, zoals geregeld bij het Veldwetboek en het Boswetboek;

2° het achterlaten van afval, zoals verboden krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van gestorte afval die de waterlopen schade toebrengt;

3° het gebrek aan milieuvergunning of aan aangifte of de niet naleving van de exploitatievoorwaarden overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

4° de overtredingen van derde en vierde categorie van de wetgevingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid;

5° de overtredingen van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;

6° de overtredingen van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.



§ 3. De betaling doet de strafvordering vervallen, tenzij het openbaar ministerie de betrokkene binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de betaling, laat weten dat het van plan is die vordering uit te oefenen. De kennisgeving gebeurt bij ter post aangetekend schrijven. Ze wordt geacht gedaan te zijn op de eerstkomende kalenderdag na die van de indiening bij de post.

§ 4. De overtreder die geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft, betaalt de voorgestelde som onmiddellijk. In geval van betwisting consigneeert hij in de handen van de personeelsleden een som die de boete en de eventuele gerechtskosten moet dekken. Het bedrag van de te consigner som en de modaliteiten voor de inning ervan worden door de Regering vastgelegd.

§ 5. Indien de uitoefening van de strafvordering de veroordeling van de betrokkene tot gevolg heeft, wordt de geïnde of geconsigneerde som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en op de uitgesproken boete. Het eventuele overschot wordt terugbetaald.

In geval van vrijspraak wordt de krachtens § 4 van dit artikel geïnde of geconsigneerde som terugbetaald.

De krachtens § 4 van dit artikel geconsigneerde som wordt terugbetaald wanneer het openbaar ministerie beslist geen vervolging in te stellen of wanneer de strafvordering vervallen of verjaard is.

§ 6. Bij herhaling in de loop van het jaar, te rekenen van de datum van de eerste overtreding, wordt het bedrag van de som verdubbeld.

§ 7. De krachtens dit artikel genomen maatregelen worden in een register opgenomen overeenkomstig de bepalingen die door de Regering vastgelegd worden.

§ 8. De geïnde som wordt gestort aan het bij artikel D.170 opgericht "Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales" of aan de gemeente, al naar gelang de overtreding is vastgesteld door een personeelslid bedoeld in artikel D.140, §§ 1, 2 of 3.

#### TITEL VI. — *Administratieve boetes*

Art. D.160. § 1. De vastgestelde overtredingen worden d.m.v. een administratieve boete vervolgd, tenzij :

— het openbaar ministerie oordeelt dat strafvervolgingen nodig zijn of overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem toegewezen worden krachtens de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Wetboek van strafvordering;

— een overeenkomst is gesloten krachtens artikel D.159.

De strafvervolgingen en de overeenkomst sluiten de toepassing van een administratieve boete uit.

§ 2. De opgelopen administratieve bedraagt :

1° 50 tot 100.000 euro voor een overtreding van tweede categorie;

2° 50 tot 10.000 euro voor een overtreding van derde categorie;

3° 1 tot 1.000 euro voor een overtreding van vierde categorie.

Art. D.161. Indien de overtreding is vastgesteld door de burgemeester, door een krachtens artikel D.140, § 3, aangewezen personeelslid of door een agent van de plaatselijke politie met de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie, wordt de boete door de krachtens artikel D.168 aangewezen gemeentelijke sanctionerend ambtenaar opgelegd indien ze in het gemeentelijk reglement voorgeschreven wordt overeenkomstig artikel D.167.

In de andere gevallen wordt de boete door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar opgelegd.

Art. D.162. Het personeelslid dat de overtreding heeft vastgesteld, stuurt binnen vijftien dagen na de vaststelling het origineel van het proces-verbaal van die overtreding naar de territoriaal bevoegde procureur des Konings.

Het proces-verbaal vermeldt de datum waarop het aan de procureur des Konings is gericht of overgemaakt. Indien de overtreding is vastgesteld door de burgemeester, door een krachtens artikel D.140, § 3, aangewezen personeelslid of door een agent van de plaatselijke politie met de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie, vermeldt het in voorkomend geval de bepaling van het gemeentelijk reglement waarop de aantijging berust.

Het personeelslid dat de overtreding heeft vastgesteld, maakt binnen dezelfde termijn een afschrift van dat proces-verbaal over :

1° aan de sanctionerend ambtenaar die belast is met het opleggen van de administratieve boete;

2° aan de sanctionerend ambtenaar die wegens de persoon die de overtreding heeft vastgesteld, niet bevoegd is om zulks te doen overeenkomstig artikel D.161.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van dertig dagen voor de overtredingen van vierde categorie, van zestig dagen voor de overtredingen van derde categorie en van negentig dagen voor de overtredingen van tweede categorie, te rekenen van de datum van ontvangst van het proces-verbaal, om aan de gewestelijke milieuadministratie of, in voorkomend geval, aan de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar mee te delen dat een informatie of een onderzoek is geopend of dat vervolgingen zijn ingesteld, of dat hij oordeelt dat het dossier geseponneerd moet worden bij gebrek aan voldoende bezwarende feiten.

Vóór de vervaldatum van die termijn mag in principe geen administratieve boete opgelegd worden, tenzij de procureur des Konings heeft laten weten dat hij geen gevolg zou geven aan de feiten.

Na afloop van die termijn van dertig, zestig of negentig dagen kunnen de in het proces-verbaal vermelde feiten slechts administratief gestraft worden.

Art. D.163. Indien de procureur des Konings afziet van vervolgingen of verzuimt zijn beslissing binnen de vastgelegde termijn te betekenen, beslist de sanctionerend ambtenaar of de administratieve procedure opgestart moet worden.

Hij geeft de overtreder bij ter post aangetekend schrijven kennis van de volgende gegevens :

1° de feiten waarvoor de procedure is opgestart;

2° hij heeft de mogelijkheid om schriftelijk, bij ter post aangetekend schrijven of via elke andere door de Regering bepaalde modaliteit, waarbij de datum bewijskracht heeft, zijn verweermiddelen te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het aangetekend schrijven, en hij heeft bij die gelegenheid het recht om aan de ambtenaar te vragen of hij zijn verweermiddelen mondeling mag voordragen;

3° hij heeft het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;

4° hij heeft het recht om zijn dossier in te kijken;

5° een bijgevoegd afschrift van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.141;

6° een uittreksel uit de overtreden wetgeving alsook, in voorkomend geval, een uittreksel uit het overtreden gemeentelijk reglement.

De ambtenaar bepaalt, in voorkomend geval, de dag waarop de overtreder erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen. Indien de ambtenaar oordeelt dat een boete van hoogstens 62,50 euro opgelegd moet worden, heeft de overtreder niet het recht te verzoeken om de mondelinge voordracht van zijn verweermiddelen.

Na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, 2°, of vóór de vervaldatum van die termijn kan de ambtenaar de bij dit decreet alsook, in voorkomend geval, bij het gemeentelijk reglement bepaalde boete opleggen wanneer de overtreder te kennen geeft dat hij de feiten niet betwist of, in voorkomend geval, na de mondelinge voordracht van de zaak door de overtreder of diens raadsman.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven aan de overtreder betekend en binnen een termijn van honderdtachtig dagen ter kennis gebracht van de sanctionerend ambtenaar bedoeld in artikel D.162, derde lid 3, 2°, en van de betrokken gemeente. Die termijn gaat in op de datum van ontvangst van het afschrift van het proces-verbaal. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

Meer dan honderdtachtig dagen na het proces-verbaal van vaststelling van de overtreding mag geen administratieve boete opgelegd worden.

De sanctionerend ambtenaar kan een afschrift van het proces-verbaal van vaststelling van de overtreding alsook een afschrift van zijn beslissing overmaken aan elke belanghebbende partij die die hem vooraf een geschreven en gemotiveerde aanvraag heeft toegestuurd.

Art. D.164. Er kan door de overtreder, de gewestelijke milieuadministratie, tegen de beslissing van de sanctionerend ambtenaar bedoeld in artikel D.168 of de gemeente, hetzij tegen de beslissing van de gewestelijke sanctionerend ambtenaar, hetzij tegen de beslissing van de provinciale ambtenaar bedoeld in artikel D.168, derde lid, die betrekking heeft op overtredingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een gemeentelijk reglement bedoeld in artikel D.167, kunnen beroep instellen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel D.163, vijfde lid, of van de verstrijksdatum van de termijn van artikel D.163, zesde lid, bij gebrek aan beslissing, op straffe van verval. Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Voor overtredingen van derde en vierde categorie wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de politierechtbank ingediend.

Voor overtredingen van tweede categorie wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de correctionele rechtbank ingediend.

Het verzoekschrift bevat de identiteit en het adres van de overtreder, de aangevochten beslissing, de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

De beslissingen van de politierechtbank en de correctionele rechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. De ambtenaren die ermee belast worden een administratieve boete op te leggen kunnen de overtredders maatregelen tot opschorting van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kunnen ze de straf tot onder het wettelijke minimum verminderen. Het Wetboek van strafvordering is toepasselijk op de procedures en beslissingen van dit artikel.

Art. D.165. De beslissing waarbij een administratieve boete wordt opgelegd heeft uitvoerende kracht op de vervaldatum van een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van kennisgeving ervan, behalve in geval van beroep krachtens artikel D.164.

De administratieve boete opgelegd door de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar wordt ten gunste van de gemeente betaald binnen een termijn van dertig dagen die ingaat na de datum waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven. Het bedrag wordt door overschrijving op een rekening van de gemeentelijke administratie gestort d.m.v. een stortings- of overschrijvingsformulier. Het bedrag van de boete kan ook in de handen van de gemeentelijke ontvanger betaald worden.

De administratieve boete opgelegd door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar wordt op het "Fonds pour la protection de l'environnement", afdeling "incivilités environnementales" gestort binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven.

Art. D.166. In geval van herhaling binnen drie jaar, te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag van de opgelopen administratieve boete verdubbeld.

Art. D.167. § 1. De gemeenteraad is bevoegd om via het gemeentelijk reglement geheel of gedeeltelijk de feiten te veroordelen die aan de basis liggen van de volgende overtredingen :

1° de verbranding van huisafval in de openlucht of in installaties die niet voldoen aan de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verbranding van droge natuurlijke afval afkomstig van bossen, velden en tuinen, zoals geregeld bij het Veldwetboek en het Boswetboek;

2° het achterlaten van afval, zoals verboden krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van gestorte afval die de waterlopen schade toebrengt;

3° de overtredingen van derde en vierde categorie van de wetgevingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid.

§ 2. De overtredingen bedoeld in het gemeentelijk reglement zijn strafbaar met een administratieve boete waarvan het bedrag, dat door de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar bepaald wordt, overeenkomstig artikel D.160, § 2, vastgelegd wordt.

Art. D.168. Wanneer de gemeenteraad in zijn reglementen feiten veroordeelt die aan de basis van overtredingen liggen, wijst hij de gemeentesecretaris of een ambtenaar van een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma vereist wordt, als gemeentelijk sanctionerend ambtenaar aan.

Die ambtenaar is noch een personeelslid, noch de gemeenteontvanger.

De gemeenteraad kan een door de provincieraad aangewezen provincieambtenaar als sanctionerend ambtenaar aanwijzen. Die ambtenaar beschikt over een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma vereist wordt.

De provincie ontvangt van de betrokken gemeente een vergoeding voor de prestaties van de provincieambtenaar die optreedt als ambtenaar belast met het opleggen van de administratieve boetes. Een voorafgaande overeenkomst betreffende het bedrag van die vergoeding en de betalingswijze wordt tussen de gemeenteraad en de provincieraad gesloten.

Art. D.169. Het stelsel van administratieve boetes waarin dit hoofdstuk voorziet is niet toepasselijk op minderjarigen maar op de houders van de ouderlijke macht.

**TITEL VII. — "Fonds pour la protection de l'environnement"**

Art. D.170. § 1. Er wordt binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Gewest een "Fonds pour la protection de l'environnement" ingesteld dat uit twee afdelingen bestaat, met name: de afdeling "incivilités environnementales" en de afdeling "protection des eaux" (bescherming van de wateren) bedoeld in artikel D.324 van het Waterwetboek.

§ 2. De ontvangsten van het "Fonds pour la protection de l'environnement", afdeling "incivilités environnementales" worden bestemd voor de uitvoering van de volgende opdrachten:

- 1° de compensatie- of de saneringsmaatregelen;
- 2° de acties inzake milieu-gezondheid;
- 3° de bevordering van preventie door de controle en de zelfcontrole op de naleving van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138;
- 4° de projecten inzake milieuopleiding en -bewustmaking.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de spijzing en het beheer van het fonds.

Dat fonds wordt gespijsd door het geheel van de volgende opbrengsten:

- 1° de geldsommen bedoeld in de artikelen D.156 en D.159;
- 2° de opbrengst van de boetes opgelegd door de gewestelijke sanctionerend ambtenaren en geïnd krachtens artikel D.165, derde lid;
- 3° de giften en legaten;
- 4° de geldsommen ingevorderd door de bevoegde overheid overeenkomstig artikel D.123 van Boek I van het Milieuwetboek.

**TITEL VIII. — Coördinatie van het strafbeleid inzake het leefmilieu**

Art. D.171. Met het oog op een gecoördineerde tenuitvoerlegging van het strafbeleid inzake het leefmilieu vergadert de gewestelijke milieuadministratie minstens één keer per jaar met:

- de vertegenwoordigers van de hoven en rechtbanken, alsook met de parketten van de verschillende rechtsgebieden van de hoven van beroep en rechterlijke arrondissementen;
- de vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen;
- de federale politie. »

*Afdeling II. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 3.** Artikel 10 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging wordt vervangen als volgt:

« Art. 10. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door:

- 1° de bezitter van een goed dat aan de basis ligt van een door de Regering verboden vorm van vervuiling;
- 2° degene die zich niet houdt aan de maatregelen die vastliggen in het actieplan voor de kwaliteit van de omgevingslucht;
- 3° de overtreder van de bepalingen die de Regering heeft genomen om de luchtverontreiniging structureel te verminderen, o.a. de bepalingen waarbij bepaalde vormen van verontreiniging beperkt en, in sommige gevallen, verboden worden, of waarbij het gebruik van toestellen of voorzieningen die een verontreiniging kunnen veroorzaken, geregeld of verboden wordt;
- 4° de overtreder van de bepalingen die de Regering heeft genomen om de luchtverontreiniging te beperken in geval van verontreinigingspiek te wijten aan een overschrijding van de normen betreffende de kwaliteit van de omgevingslucht. »

**Art. 4.** Artikel 17 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en artikel 12 van het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement op de onbevaarbare waterlopen worden vervangen door een nieuw artikel 17 van de wet van 28 december 1967, luidend als volgt:

« Art. 17. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de aanwonenden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken op de waterlopen die verhinderen dat de uit de rivierbedding verwijderde stoffen, alsook de materialen, het gereedschap en de tuigen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken op hun grond of eigendom opgeslagen worden.

Er wordt een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door:

- 1° de gebruikers of de eigenaars van op de onbevaarbare waterlopen gevestigde kunstwerken die er niet voor zorgen dat die kunstwerken functioneren overeenkomstig de voorschriften van de bevoegde overheid en, hoe dan ook, op zodanige wijze dat de wateren in de waterloop nooit tegengehouden worden boven het niveau aangegeven d.m.v. peilnagels aangebracht overeenkomstig de onderrichtingen van de bevoegde overheid, en die zich, in noodgeval, niet houden aan de bevelen van het gemeentepersoneel of van een ambtenaar bedoeld in artikel 22 van deze wet;
- 2° de opdrachtgevers die binnen tien dagen na afloop van de werken die toegelaten werden zoals bepaald bij artikel 14 van voornoemde wet of waarvan de uitvoering door de bevoegde overheid werd voorgeschreven, geen waarschuwing bij ter post aangetekend schrijven of op elke andere wijze waarbij de datum bewijskracht heeft richt aan;
- 3° degene die niet zorgt voor de afsluiting van zijn gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen opdat het vee binnen de weide gehouden zou worden, en die zich niet houdt aan de voorschriften op grond waarvan het gedeelte van de langs de waterloop gelegen omheining zich op 0,75 meter tot 1 meter, landinwaarts gemeten vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop, moet bevinden en niet hoger mag zijn dan 1,5 meter boven de grond, zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot ruiming, onderhoud of herstelling van de waterlopen, onder voorbehoud van het bestaan van een besluit waarbij het hele grondgebied van een gemeente aan de toepassing van deze maatregel onttrokken wordt;

4° degene die de oevers, de bedding of de dijken van een waterloop beschadigt of afzwakt, de waterlopen belemmert of er voorwerpen of stoffen in brengt die de vlotte afvloeiing van de wateren kunnen verhinderen, de 0,50 meter brede strook land, landinwaarts gemeten vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop, op een andere wijze omploegt, egt, omspit of omwerkt, die de peilschalen, de peilnagels of elk ander op verzoek van een afgevaardigde van de bevoegde overheid of van de gemeenteraad aangebracht positiebepalend systeem verwijdert, onherkenbaar maakt of wat dan ook wijzigt aan de schikking of plaatsing ervan, de door voornoemde handelingen veroorzaakte toestanden laat voortbestaan;

5° degene die verzuimt te voldoen aan de voorschriften van de beheerder van de waterloop :

— door geen peilschalen of peilnagels op eigen kosten in de bedding van de waterloop te plaatsen, of door er de plaats of schikking van te wijzigen;

— door de door de beheerder van de waterloop opgelegde werken niet binnen de vastgelegde termijn of onder de gestelde voorwaarden uit te voeren;

— door zich niet te houden aan het door de beheerder van de waterloop opgelegd verbod waarbij gedurende een periode van het jaar geen gebruik van sommige vaartuigen gemaakt mag worden op bepaalde delen van onbevaarbare waterlopen;

6° degene die zich niet houdt aan de bepalingen van artikel 12 of 14 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen of die werken uitvoert die niet overeenstemmen met een krachtens deze artikelen verleende vergunning;

7° degene die verzuimt de onderhouds- of herstellingswerken uit te voeren die hij overeenkomstig artikel 9 moet uitvoeren. »

**Art. 5.** Artikel 63 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de bepalingen van de artikelen 2, § 2, *2bis*, *2ter*, *2quater*, *2quinquies*, 3, § 2, *3bis*, 4, § 2, *5bis*, §§ 2 en 3, *5ter*, § 1, en de artikelen 11, 13, 24, 26, § 1, tweede lid, 6°, 28, 38 van die wet of van de besluiten genomen bij toepassing van die artikelen.

Er wordt een overtreding van vierde categorie begaan door de overtreder van de artikelen van die wet die niet bedoeld worden in het eerste lid of de uitvoeringsbesluiten die niet bedoeld worden in het eerste lid. »

**Art. 6.** Artikel 11 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° degene die rechtstreeks of onrechtstreeks een geluidshinder boven de door de Regering bepaalde normen veroorzaakt of laat voortduren;

2° de overtreder van de bepalingen van besluiten die ter uitvoering van die wet genomen worden. »

**Art. 7.** Artikel 8 van het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de artikelen 4, § 1, en 5 van dit decreet, alsook van de besluiten tot uitvoering van voornoemde bepalingen. »

**Art. 8.** § 1. Artikel 61 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen wordt vervangen als volgt :

« Art. 61. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de concessiehouders of aangestelden die de bepalingen van de artikelen 54 en 55 overtreden.

§ 2. Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van elke bepaling van dit decreet, van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, regelgevingen en de overeenkomstig die besluiten en regelgevingen vastgelegde instructies, of van de clausules en voorwaarden die wettelijk opgenomen zijn in de concessieakten en bestekken, onverminderd artikel 61 van dit decreet. »

**Art. 9.** § 1. Artikel 28 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt aangevuld als volgt :

« 5° de indienstneming en het behoud van een personeelslid voor de preventie, de opsporing en de vaststelling van overtredingen inzake de afvalstoffen. »

§ 2. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Art. 51. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de artikelen 3, §§ 1 en 2, 6, 7, §§ 1, 2 en 5, 8, 10, 14, 19, § 3, en 23 van dit decreet of van de maatregelen genomen met het oog op de uitvoering ervan. »

Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Art. 52. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die zich niet houdt aan de verplichtingen of verboden bedoeld in artikel *8bis*. »

§ 3. Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 53. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die de aard van een afvalstof verbergt. »

§ 4. Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 55. Er wordt een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die zich niet houdt aan de andere verplichtingen of verboden die niet bedoeld worden in artikel 52 en opgelegd zijn bij de artikelen *5ter*, 9 en 30 of aan de maatregelen genomen met het oog op de uitvoering daarvan. »

§ 5. Artikel 73 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 73. Onverminderd de voorrechten van de Regering bij de uitvoering van dit decreet, zijn de bij artikel 42, §§ 1 en 2, en artikel 47, § 2, bepaalde toepassingsregels degene die zijn vastgelegd overeenkomstig het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, mits vervanging van het woord "belastingplichtige" door de woorden "belastingplichtige, afvalhouder of overtreder". »

§ 6. Artikel 4 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 2007 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt aangevuld met volgend lid :

« De producten gebruikt als reagensen en toeslagstoffen in de verwerkingsprocessen door inertmaking of stabilisering vóór het storten in C.E.T. zijn uitgesloten uit de belastbare basis. »

Artikel 27, § 2, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 3<sup>o</sup> toerist : 1/365<sup>e</sup> equivalent-inwoner per effectieve overnachting in een logiesverstreckende inrichting gelegen in de gemeente. »

In artikel 35, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde decreet worden de woorden "en, in voorkomend geval, een borgstelling is" vervangen door de woorden "in voorkomend geval o.a. een borgstelling opgelegd wordt".

Artikel 42, § 2, van hetzelfde decreet wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« § 2. Indien afval achtergelaten wordt, wordt door een personeelslid in de zin van artikel D.139, 1<sup>o</sup>, van Boek I van het Milieuwetboek een proces-verbaal opgemaakt en aan de Dienst overgemaakt wanneer er geen administratieve sanctie overeenkomstig titel V of VI van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgelegd. »

**Art. 10.** § 1. Artikel 1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld als volgt :

« 25<sup>o</sup> "interventieplan" : het geheel van de veiligheidsmaatregelen waarmee de dreiging of de gevolgen van een vervuiling bedwongen kunnen worden (bewaarend beslag) tot de gevaar- of vervuilsbronnen drooggelegd zijn, met inbegrip van een inschatting van de sanitaire risico's. »

§ 2. Artikel 77 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 77. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de artikelen :

— 10, § 1, of 11 van dit decreet;

— of 58, § 1, van dit decreet;

— of 58, § 2, 4<sup>o</sup>, van dit decreet en die, zodoende, gevaar voor het leefmilieu veroorzaakt;

— 59bis van dit decreet.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decreetaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de artikelen 10, § 2, 57, 58, § 2, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, of 59 van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten genomen overeenkomstig voornoemde artikelen. »

§ 3. In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de woorden "onverminderd de uitoefening van de in artikel 61 bedoelde toezichtsbevoegdheid" vervangen door de woorden "onverminderd de uitoefening van de toezichtsbevoegdheid bedoeld in deel VIII van het decreetaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek".

§ 4. Artikel 75 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 75. Artikel 71 is niet toepasselijk wanneer de herstelling krachtens dat decreet uitgevoerd wordt door de openbare maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

**Art. 11** § 1. In Boek I van het Milieuwetboek wordt hoofdstuk IV van deel V opgeheven en wordt hoofdstuk V van hetzelfde deel hoofdstuk IV.

Titel III van deel III van hetzelfde Boek wordt aangevuld met volgend hoofdstuk :

#### « HOOFDSTUK VI. — *Strafbepalingen*

Art. D.29-28. Er wordt een overtreding van vierde categorie begaan door degene die de uitvoering van het openbaar onderzoek belemmert of stukken van het aan een openbaar onderzoek onderworpen dossier aan de ter inzagelegging van het publiek onttrekt.

De personen belast met het effectonderzoek worden voor de toepassing van Boek II, titel IV, hoofdstuk IV, van het Strafwetboek, dat omkoping bestrijdt, gelijkgesteld met "personen die een openbaar ambt uitoefenen. »

§ 2. Artikel D.123, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld als volgt :

« § 1<sup>er</sup>. De aldus geïnde sommen worden integraal gestort op het "Fonds pour la Protection de l'Environnement", afdeling "incivilités environnementales". »

**Art. 12.** Deel IV van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

#### « Deel IV. — Vaststelling van de overtredingen en straffen

##### **TITEL I. — *Bestrafing van de overtredingen inzake het oppervlaktewater***

Art. D.392. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die :

1<sup>o</sup> afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvloeiingswegen loost, zonder inachtneming van de reglementen genomen krachtens de artikelen D.156 tot D.158, D.161 tot D.166 en D.406;

2<sup>o</sup> zich niet houdt aan een verbod opgelegd bij artikel D.161;

3<sup>o</sup> de krachtens artikel D.162 uitgevaardigde voorschriften overtreedt;

4<sup>o</sup> een ter uitvoering van artikel D.163 genomen reglement overtreedt.

Art. D.393. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1<sup>o</sup> de overtreder van de bepalingen die niet bedoeld worden in artikel D.392 en die door de Regering zijn aangenomen met het oog op de uitvoering van de bescherming van de oppervlaktewateren en op de bestrijding van de verontreiniging van de grondwateren vanaf oppervlaktewateren;

2<sup>o</sup> degene die het oppervlaktewater gebruikt in overtreding van een krachtens artikel D.158 uitgevaardigd verbod;

3° degene die tracht één van de in artikel D.392 vermelde daden te begaan;

4° degene die beroepshalve producten fabriceert, te koop aanbiedt, verkoopt en gebruikt in overtreding van een krachtens artikel D.164 genomen reglement;

5° degene die bij derden septische en verliesputten ledigt en er het slijk van inzamelt, hetzij zonder te beschikken over de krachtens artikel D.222 vereiste vergunning, hetzij door het slijk weg te werken op een krachtens dat artikel verboden wijze;

6° degene die zonder de vereiste milieuvergunning een motorvoertuig, een machine of andere gelijksoortige tuigen in een gewoon oppervlaktewater of op minder dan tien meter ervan schoonmaakt terwijl het schoonmaakproduct erin wegvloeien kan.

Art. D.394. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° degene die de zuiveringsinstallaties opzettelijk vernielt of beschadigt en de vlotte werking ervan verhindert;

2° degene die dezelfde installaties opzettelijk tracht te vernielen of te beschadigen;

3° degene die weigert of verzuimt een krachtens artikel D.21, § 1, door de Regering, de provinciegouverneur of de burgemeester opgelegde noodmaatregel uit te voeren.

Art. D.395. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die verzuimt gegevens te verstrekken die hem gevraagd worden krachtens de artikelen D.13 en D.165 en de reglementaire bepalingen genomen krachtens die artikelen.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1. degene die zijn langs een weg gelegen woning niet op de bestaande riolering heeft aangesloten;

2. degene die tijdens de rioleringswerken zijn woning, gelegen langs een weg die zopas van rioleringen werd voorzien, niet op de riolering heeft aangesloten;

3. degene die niet verzocht heeft om de geschreven voorafgaande toestemming van het gemeentecollege om zijn woning op de riolering aan te sluiten;

4. degene die het geheel van het regenwater en het helder parasietwater geloosd heeft in de scheidingsriolering op de gedeelten van de aldus uitgeruste weg of het regenwater niet afvoert via verliesputten, draineerbuizen, kunstmatige afloeiingswegen of oppervlaktewateren voor zover zulks niet bij of krachtens een andere wetgeving verboden is;

5. degene die een nieuwe woning niet uitgerust heeft met een systeem dat het gezamenlijke regenwater van het afvalwater scheidt, door niet te voorzien in een uitrusting overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten wanneer het geloosde afvalwater niet behandeld wordt door een zuiveringsstation, door het stedelijk afvalwater niet uitsluitend via het afwateringsnetwerk af te voeren bij de inbedrijfstelling van het zuiveringsstation, door de septische put niet buiten bedrijf te stellen na advies van de erkende saneringsinstelling of door de septische slijkput niet door een erkende ruimer te laten ledigen;

6. degene die zich niet aangesloten heeft binnen honderdtachtig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot weigering van een vergunning voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem in de plaats van de aansluiting op de riolering;

7. degene die elke nieuwe woning, gebouwd in een zone onderworpen aan het gemeenschappelijke saneringssysteem langs een weg die nog niet van een riolering voorzien is, oorspronkelijk niet voorzien heeft van een individueel saneringssysteem dat voldoet aan de voorwaarden gesteld ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning indien het vaststaat dat de aansluiting op een toekomstige riolering te duur zou zijn;

8. degene die elke nieuwe woning of groep van nieuwe woningen waarop het autonome saneringstelsel van toepassing is, niet uitgerust heeft met een individueel zuiveringssysteem;

9. degene die er niet voor zorgt dat de riolering het helder parasietwater niet opvangt door de woning niet aan te sluiten op het rioleringsnetwerk zodra het in bedrijf gesteld wordt, door een nieuwe woning, in afwachting van de inbedrijfstelling van het voorziene zuiveringssysteem, niet uit te rusten met een septische put met bypass en, desgevallend, ontvetter, en uitgerust met afzonderlijke leidingen voor de opvang van het regenwater en het huishoudelijk afvalwater;

10. degene die de woning waarop het autonome saneringstelsel van toepassing is niet conform heeft gemaakt, indien geen gegroeperd autonoom saneringstelsel tot stand is gebracht.

## TITEL II. — *Bestrafing van de overtredingen inzake het grondwater*

Art. D.396. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° de overtreder van een krachtens de artikelen D.167 en D.173 van dit Wetboek genomen reglement of verbodsmaatregel;

2° degene die de hem bij dit Wetboek opgelegde heffing of bijdrage verzuimt te betalen.

Art. D.397. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° degene die verzuimt de gegevens te verstrekken die hem gevraagd worden krachtens de artikelen D.13 en D.176 en de reglementaire bepalingen genomen krachtens die artikelen;

2° de overtreder van een krachtens artikel D.177 genomen reglement of verbodsmaatregel.

Art. D.398. In afwijking van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek en van artikel D.397, bepaalt de Regering de modaliteiten voor de opvolging d.m.v. maatregelen van de potentieel wasbare stikstof, de conformiteit van de in kwetsbare gebieden gelegen landbouwbedrijven met de goede landbouwpraktijken die nodig zijn voor de bescherming van de wateren tegen verontreiniging door stikstoffen vanaf landbouwbronnen.

De Regering kan administratieve boetes opleggen om de overtredingen van die modaliteiten te straffen.

Het bedrag van de boete ligt tussen 50 en 50.000 euro. Dat bedrag wordt jaarlijks op 1 januari automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is.

De Regering bepaalt de modaliteiten inzake toepassing en berekening van de boete, alsook de procedures tot bepaling van de regels inzake de kennisgeving van de beslissing om de boete toe te passen, de betalingsmodaliteiten van de boete, alsook de voorwaarden waaronder de overtreder zijn opmerkingen in een hoorzitting kan laten gelden.

De administratieve boete wordt opgelegd door de leidend ambtenaar van de algemene milieuadministratie of door diens afgevaardigde. De overtreder wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten in kennis gesteld van de administratieve sanctie die hij krijgt.

De overtreder heeft het recht om beroep in te stellen tegen de beslissing tot toepassing van de boete. Het beroep wordt, op straffe van verval, binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing tot toepassing van de boete bij wijze van verzoek vóór de politierechtbank ingesteld volgens de burgerlijke procedure.

Het beroep vóór de politierechtbank is een beroep met volle rechtsmacht. Het is opschortend. Er staat geen hoger beroep open tegen de beslissing van de rechtbank.

Bij gebrek aan betaling van de administratieve boete binnen de termijn vastgelegd door de Regering kan de boete bij dwangbevel worden ingevorderd. Het dwangbevel wordt gevisieerd en uitvoerbaar verklaard door voornoemde leidend ambtenaar. De Regering bepaalt ook de procedure inzake kennisgeving en de toepasselijke termijnen. Op het dwangbevel zijn de bepalingen van toepassing van deel V van het Gerechtelijk Wetboek houdende bewarend beslag en middelen tot tenuitvoerlegging. De betaling van de boete doet de strafvordering vervallen.

### *TITEL III. — Vaststelling van de overtredingen en straffen inzake het voor menselijk verbruik bestemde water*

Art. D.399. Met het oog op de uitvoering van officiële analyses doet de Regering een beroep op één of meer laboratoria geaccrediteerd krachtens de federale wetgeving betreffende de accreditatie van de certificerings- en controle-instellingen, alsook de proeflaboratoria. Ze kan modellen van analyseprotocollen vastleggen, analyse- en tegenanalysemethodes bepalen, regels vastleggen voor de verdeling van de analyses onder de laboratoria, alsook voor de financiering van de kostprijs van de analyses en monsternemingen.

Art. D.400. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

- 1° de leverancier die niet de geschikte adviezen verleent zoals bedoeld in artikel D.182, § 2, tweede lid;
- 2° de leverancier die niet de minimale maatregelen treft die bepaald worden volgens de overeenkomstig artikel D.183 vastgelegde procedure;
- 3° de overtreder van de bepalingen van artikel D.184;
- 4° de leverancier die niet de nodige maatregelen treft waarin artikel D.186, tweede lid, voorziet;
- 5° de leverancier die niet een bij artikel D.188, § 1, bepaald jaarlijks programma opmaakt of ten uitvoer legt;
- 6° de leverancier die geen controle uitoefent op de doeltreffendheid van de toegepaste behandeling bepaald bij artikel D.188, § 1, derde lid;
- 7° de leverancier die geen informatie verstrekt aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen, afdeling Water, en het onderzoek niet uitvoert overeenkomstig artikel D.190, § 1, die de bij artikel D.190, § 2, bepaalde rechtzettende maatregelen niet neemt, die de bij artikel D.190, § 3, eerste lid, bepaalde maatregelen niet neemt;
- 8° de leverancier die de verbruikers geen informatie verstrekt overeenkomstig artikel D.192, § 2;
- 9° de leverancier die geen informatie verstrekt aan de bevolking die betrokken is bij de bepalingen van artikel D.182, § 2, eerste lid.

Art. D.401. Er wordt een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

- 1° de abonnee die artikel D.182, § 3, niet naleeft;
- 2° de eigenaar van een private installatie voor waterdistributie die gecertificeerd is overeenkomstig artikel D.187, § 3;
- 3° de particulier die de toegang tot zijn private installatie ontzegt overeenkomstig artikel D.189;
- 4° degene die water van het openbaar distributienetwerk aftapt buiten de gevallen bepaald bij dit Wetboek of toegelaten door de verdeler;
- 5° de leverancier die de bij artikel D.187, § 4, bepaalde verplichtingen niet nakomt;
- 6° de leverancier die de verbruikers niet inlicht over de toestand en hen, in voorkomend geval, niet kennis geeft van de dwingende maatregelen die krachtens artikel D.190, § 2, derde lid, genomen worden;
- 7° de leverancier die de verbruiker niet inlicht of niet de nodige adviezen verleent overeenkomstig artikel D.190, § 3, tweede lid;
- 8° de leverancier die niet beslist of de overeenkomstig artikel D.190, § 3, derde lid, te nemen maatregelen niet meedeelt;
- 9° de leverancier die geen informatie verstrekt aan de erkende instelling bedoeld in artikel D.191;
- 10° de leverancier die de bij artikel D.193, § 2, bepaalde informatie niet verstrekt.

### *TITEL IV. — Bestrafing van de overtredingen inzake de schade veroorzaakt door het winnen en pompen van grondwater*

Art. D.402. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de overtreder van de bijdrageverplichting bepaald bij artikel D.328 en de krachtens voornoemd artikel genomen reglementaire bepalingen.

**TITEL V. — Vaststelling van de overtredingen en straffen inzake tarifiering**

Art. D.403. Indien water dat niet voldoet aan de wettelijke en reglementaire bepalingen ter beschikking van een gebruiker gesteld wordt, bij gebrek aan regelmatige bevoorrading onder de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden, in geval van onderbreking of opschorting van de dienst zonder inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel D.203, wordt onderstaande factuur, gericht aan de gebruiker die het slachtoffer is van de nalatigheid van de dienst, verminderd met een bedrag dat berekend wordt d.m.v. volgende formule :

$$A \times B \times C$$

waarbij :

A = het gefactureerde verbruik

B = het aantal dagen verzuim

C = het tarief van de eerste schijf verbruik van kracht op het ogenblik van de facturatie.

Art. D.404. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° de verdeler die geen meter plaatst;

2° de verdeler die de tarifiering niet toepast in schijven verdeeld in jaarlijks verbruiksvolume overeenkomstig artikel D.228;

3° de verdeler die het bij artikel D.444 bepaalde bijdragebedrag niet aanpast;

4° de verdeler die zich niet houdt aan de bepalingen betreffende de facturering en de invordering van de waterverbruiken zoals bepaald bij de artikelen D.228, D.230 en D.232;

5° de verdeler die op eenzijdige wijze een einde maakt aan de dienstverlening in de gevallen bepaald bij de artikelen D.194 tot D.209, D.228 tot D.233, D.403 tot D.405, D.443 en D.444;

6° de gebruiker die zich niet houdt aan de beslissingen en instructies van de verdeler tot beperking van het watergebruik in geval van droogte, technische incidenten of problemen i.v.m. de kwaliteit van het water;

7° de abonnee of de gebruiker die zich niet houdt aan de modaliteiten bepaald bij artikel D.204.

Art. D.405. De territoriale bevoegdheid van de rechtsorganen waaraan de geschillen betreffende de toepassing van de artikelen D.194 tot D.209, D.228 tot D.233, D.403 tot D.405, D.443 en D.444 en de krachtens voornoemde artikelen genomen reglementaire bepalingen onderworpen worden, wordt overeenkomstig de regels van het Gerechtelijk Wetboek vastgelegd.

**TITEL VI. — Bestrafing van de overtredingen inzake de inning en de betaling van de belastingen**

Art. D.406. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die tracht te ontsnappen aan de betaling van het geheel of van een gedeelte van de belasting bedoeld in de artikelen D.275 tot D.313 en D.318.

**TITEL VII. — Bestrafing van de overtredingen inzake het "Fonds social de l'Eau" (Sociaal Waterfonds)**

Art. D.407. Bij niet-nakoming van de verplichting bedoeld in artikel D.239 is de verdeler de "S.P.G.E." een bedrag van 0,0250 euro/m<sup>3</sup> gefactureerd water verschuldigd waarvoor geen bijdrage is toegepast.

**TITEL VIII. — Bestrafing van de overtredingen inzake onbevaarbare waterlopen**

Art. D.408. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de aanwonende, de gebruiker of de eigenaar van kunstwerken op een waterloop die verhindert dat de uit de rivierbedding verwijderde stoffen, alsook de materialen, het gereedschap en de tuigen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken op zijn grond of eigendom opgeslagen worden.

Er wordt een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° de gebruiker of de eigenaar van een op een onbevaarbare waterloop gevestigd kunstwerk die er niet voor zorgt dat dat kunstwerk functioneert overeenkomstig de voorschriften van de beheerder en, hoe dan ook, op zodanige wijze dat de wateren in de waterloop nooit tegengehouden worden boven het niveau aangegeven d.m.v. de peilnagel aangebracht overeenkomstig de onderrichtingen van de beheerder, en die zich, in noodgeval, niet houdt aan de bevelen van de beheerder van de waterloop;

2° degene die niet zorgt voor de afsluiting van zijn gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen opdat het vee binnen de weide gehouden zou worden, en die zich niet houdt aan de voorschriften op grond waarvan het gedeelte van de langs de waterloop gelegen omheining zich op 0,75 meter tot 1 meter, landinwaarts gemeten vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop, moet bevinden en niet hoger mag zijn dan 1,5 meter boven de grond, zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot ruiming, onderhoud of herstelling van de waterlopen, onder voorbehoud van het bestaan van een besluit waarbij het hele grondgebied van een gemeente aan de toepassing van deze maatregel onttrokken wordt;

3° degene die de oevers, de bedding of de dijken van een waterloop beschadigt of afzwakt, de waterloop belemmert of er voorwerpen of stoffen in brengt die de vrije afvloeiing van de wateren kunnen verhinderen, de 0,50 meter brede strook land, landinwaarts gemeten vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop, op een andere wijze omploegt, egt, omspit of omwerkt, die de peilschalen, de peilnagels of elk ander op verzoek van een afgevaardigde van de beheerder aangebracht positiebepalend systeem wegneemt, onherkenbaar maakt of wat dan ook wijzigt aan de schikking of plaatsing ervan, de door voornoemde handelingen veroorzaakte toestanden laat voortbestaan;

4° degene die verzuimt te voldoen aan de voorschriften van de beheerder van de waterloop :

— door geen peilschalen of peilnagels op eigen kosten in de bedding van de waterloop te plaatsen, of door er de plaats of schikking van te wijzigen;

— door de door de beheerder van de waterloop opgelegde werken niet binnen de vastgelegde termijn of onder de gestelde voorwaarden uit te voeren;

— door zich niet te houden aan het door de beheerder van de waterloop opgelegd verbod waarbij gedurende een periode van het jaar geen gebruik van sommige vaartuigen gemaakt mag worden op bepaalde delen van onbevaarbare waterlopen;

5° degene die verzuimt de onderhouds- of herstellingswerken uit te voeren die hij overeenkomstig artikel D.39, tweede lid, moet uitvoeren.



TITEL IX. — *Bestrafing van de overtredingen inzake waterwegen*

Art. D.409. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° degene die zonder aangifte of milieuvergunning bedoeld in artikel D.51 van dit Wetboek of zonder geschreven toelating van de beheerder het gewestelijk openbaar waterwegendomein binnengedrongen is of één van de handelingen bedoeld in artikel D.51 van dit Wetboek of elke andere handeling die de integriteit van dat domein aantast of van die aard is, heeft uitgevoerd;

2° degene die materialen steelt die voor de behoeften van het wegennet opgeslagen zijn op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

3° degene die zonder geschreven toelating van de beheerder en op een wijze die niet strookt met de bestemming van het gewestelijk openbaar waterwegendomein het geheel of een gedeelte ervan heeft bezet;

4° degene die zonder geschreven toelating van de beheerder recreatieve, sport- of toeristische evenementen organiseert op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

5° degene die een recreatieve, sport- of toeristische activiteit op het gewestelijk openbaar waterwegendomein uitoefent zonder de door de Waalse Regering gestelde voorwaarden te vervullen;

6° degene die zonder geschreven toelating van de beheerder reclameborden of advertenties plaatst op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

7° de eigenaars, huurders of gebruikers van terreinen gelegen in de door de beheerder aangewezen valleien die onder water kunnen komen te staan, die bij hoogwater nalaten elke opslag van landbouwproducten of -materiaal te verwijderen die door de stroom meegesleept kunnen worden, met als mogelijk gevolg de vernieling of de beschadiging van de op die waterwegen gevestigde tijdelijke of definitieve kunstwerken;

8° degene die door een drijvend vaartuig te loodsen zonder rekening te houden met de vorm van het domein of met de instructies van de ambtenaren bedoeld in artikel D.425, eerste lid, een bedreiging vormt voor de leefbaarheid van het gewestelijk openbaar waterwegendomein of voor de kunstwerken, installaties, beplantingen die erop gevestigd zijn. »

Artikel D.442 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met volgend lid :

« Artikel D.408 treedt gelijktijdig met artikel D.39, tweede lid, in werking. »

**Art. 13.** Het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met een artikel L1216-3, luidend als volgt :

« Art. L1216-3. De gemeentelijke personeelsleden of de personeelsleden van intercommunales die instaan voor een opdracht inzake afvalbeheer of beheer van de waterkringloop kunnen overeenkomstig dit Wetboek opdrachten van gerechtelijke politie met een gewestelijk karakter vervullen.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen kunnen die personeelsleden daartoe door de gemeenteraad aangewezen worden.

De uitvoering van die opdracht mag de uitvoering van de opdrachten met een gemeentelijk karakter niet in gevaar brengen.

In de uitoefening van hun gewestelijke opdracht blijven voornoemde personeelsleden onderworpen aan hun administratief, geldelijk en syndicaal statuut. »

**Art. 14.** De wet van 28 februari 1882 op de jacht wordt aangevuld met een artikel 25, luidend als volgt :

« Art. 25. De overtredingen van deze wet zijn het voorwerp van hetzij strafvervolgingen, hetzij een overeenkomst, hetzij een administratieve boete overeenkomstig de titels V en VI van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, tenzij het openbaar ministerie overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem krachtens de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Gerechtelijk Wetboek toegewezen worden of in de gevallen bepaald bij artikel 120 van het Boswetboek.

Voor de toepassing van dezelfde titels V en VI worden de overtredingen van deze wet gelijkgesteld met overtredingen van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, behalve de overtredingen van artikel 1*quater*, 2, 2*bis*, 2*ter*, 3, 6, 12, 12*bis* of 12*ter*, die gelijkgesteld worden met overtredingen van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 15.** Artikel 29 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt aangevuld als volgt :

« De overtredingen van deze wet zijn het voorwerp van hetzij strafvervolgingen, hetzij een overeenkomst, hetzij een administratieve boete overeenkomstig de titels V en VI van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, tenzij het openbaar ministerie overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem krachtens de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Gerechtelijk Wetboek toegewezen worden of in de gevallen bepaald bij artikel 120 van het Boswetboek.

Voor de toepassing van dezelfde titels V en VI worden de overtredingen van deze wet gelijkgesteld met overtredingen van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 16.** De volgende bepalingen worden opgeheven :

- de artikelen 6 tot 9 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;
- de artikelen 47, 59 tot 62 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- de artikelen 9 en 10 van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;
- de artikelen 58, 60, 62, 64 en 66 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- de artikelen 45 tot 50, 54, 55bis, 56 tot 59 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- de artikelen 61, 62, 74, 76 en 78 tot 80 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum, met uitzondering van artikel 9, § 6, dat tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* in werking treedt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 5 juni 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement, 771 (2007-2008), nrs. 1, 1bis tot 14.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 28 mei 2008.*

Bespreking - Stemmingen.

---

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2045

[2008/202170]

### 21 MAI 2008. — Arrêté ministériel définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 32, 2<sup>o</sup>, et 36, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure, notamment l'article 2 et l'article 6sexies tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 27, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de gaz, notamment l'article 31, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2007 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité;

Vu la proposition de la CWaPE du 28 avril 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité statuant sur base de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, est défini à l'annexe Ier du présent arrêté.

**Art. 2.** Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz statuant sur base de l'article 45, §§ 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, est défini à l'annexe II du présent arrêté.